

Les incidents du Tonkin du 2 et 4 août 1964, déclencheurs de la guerre du Vietnam

Posted on [juillet 14, 2012](#) by [admin](#)

Les incidents du Tonkin du 2 et 4 août 1964, déclencheurs de la guerre du Vietnam

Sources sur lesquelles se fonde cet article

Cet article est une compilation ordonnée de Howard Zinn, [une histoire populaire de l'Amérique](#), Agone, 2002, pages 531 à 566, de William Blum, [les guerres scélérates](#), Parangon, 2004, p 129 à 143, et d'André Kaspi, [les Américains](#), Seuil, 2008 édition augmentée. Nous nous sommes également appuyés sur quelques uns des nombreux sites internet français ou étasuniens consacrés à la guerre du Vietnam. Nous vous renvoyons en particulier à [cette page](#) du [National Security Archive](#) de la George Washington University. Les [Pentagon Papers](#) révélés par Daniel Ellsberg sont très éclairants pour comprendre l'escalade vers la guerre des Etats-Unis entre 1950 et 1964. Les pages Wikipedia sur [les incidents du Golfe du Tonkin](#) (en particulier dans la version anglaise), comme souvent, permettent une approche tout à fait correcte de la question, tout en orientant vers de multiples sources et articles de référence sur un mensonge d'état aujourd'hui avéré pour la majorité des historiens.

Contexte historique des incidents du Golfe du Tonkin

Les premiers échanges entre le Vietnam et les Etats-Unis d'Amérique peuvent être datés de 1946. Cette année-là, Hô Chi Minh écrit une série de 8 lettres au président Truman, parmi lesquelles [celle-ci](#) datée du 16 février, et [celle-ci](#) du 28 février (voir aussi *Pentagon Papers*, Part-I, p 32, 37, 38), pour lui faire part du traitement inhumain que font subir les Français à la population d'Indochine, et solliciter son soutien. Voilà comment il détaille ce traitement dans une lettre adressée à l'ONU. « Je souhaite attirer l'attention de Votre Excellence, pour des raisons humanitaires, sur la question suivante: 2 millions de Vietnamiens sont morts de faim pendant l'hiver 1944 et au printemps 1945 des suites de la politique de privation menée par les Français (1) qui se sont emparés de notre riz et l'ont stocké jusqu'à ce qu'il pourrisse. Les trois quarts de nos terres cultivées ont été inondés au cours de l'été 1945 avant de subir une terrible sécheresse. Les 5/6èmes des récoltes ont été perdus. (...) Nombreux sont ceux qui souffrent de famine. (...) Si les grandes puissances mondiales et les organisations humanitaires internationales ne nous viennent pas en aide, nous allons devant une catastrophe imminente. »

Admirateur des Etats-Unis d'Amérique, et [participant actif aux côtés de l'OSS](#) (l'ancêtre de la CIA) à la lutte contre l'occupant japonais à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, Hô chi Minh peut espérer un écho favorable à sa requête. Mais c'est oublier que pour l'administration Truman la Guerre Froide a déjà commencé, et que toute personne qui se déclare communiste est de facto un ennemi des Etats-Unis. L'homme ne répondra jamais à ces supplications désespérées.

Bien au contraire, déjà obnubilés par la célèbre *théorie des dominos*, que développera le président Eisenhower dans [une conférence de presse du 7 avril 1954](#), selon laquelle le basculement d'un état dans le camp communiste doit entraîner mécaniquement le basculement des pays dans son voisinage, les Etats-Unis doivent adopter une stratégie *d'endiguement* face au nouvel ennemi auquel il ne veulent plus laisser un pouce de terrain où que ce soit dans le monde. Après la victoire des communistes en Chine en 1949, ils s'engagent résolument dans la guerre de Corée de juin 1950 à juillet 1953, et se mettent à financer massivement (jusqu'à la proportion de 80%) l'effort de guerre de la France en Indochine.

Facteur secondaire expliquant l'intérêt des Etats-Unis pour cette partie du sud-est asiatique (jamais mis en avant

dans les discours officiels), le Vietnam est une contrée au potentiel plus que séduisant. Au début de l'année 1963, le sous-secrétaire d'état U. Alexis Johnson de l'administration Kennedy [s'était exprimé](#) devant l'Economic Club de Detroit: « Quelle est cette attraction que le sud- est asiatique exerce depuis des siècles sur les grandes puissances qui l'entourent? Pourquoi est-il si désirable et pourquoi est-il si important? D'abord, parce qu'il présente un climat avantageux, un sol fertile, de nombreuses ressources naturelles, une population peu dense dans bien des régions et donc des possibilités d'expansion. Les pays du sud-est asiatique produisent des excédents exportables de riz, de caoutchouc, de teck, de blé, d'étain, d'épices, de pétrole et bien d'autres choses encore. »

En 1954, sont signés les accords de Genève entre l'Indochine et la France. L'accord prévoit une partition temporaire entre un nord communiste sous la houlette de Hô Chi Minh et un sud français, avant le départ définitif de ces derniers deux ans plus tard, l'échéance devant coïncider avec la tenue d'élections à l'échelle du pays entier.

Les Etats-Unis sont furieux de cet accord, qu'ils refusent de ratifier. La reconnaissance d'un nord-Vietnam communiste est inacceptable. Et la crainte est grande, au vu de l'immense popularité de Hô Chi Minh, que le pays tout entier ne bascule dans le camp ennemi si deux ans plus tard les élections se tiennent normalement (*Pentagon Papers, Mémoires d'Eisenhower p372*). Ils décident donc d'empêcher la réunification en favorisant l'installation à la tête du sud Vietnam, suite à un coup d'Etat, d'un homme propre à défendre au mieux leurs intérêts: Ngo Dinh Diem, [un ancien mandarin](#) de haut rang dans le gouvernement de l'empereur Bao Daï avant la seconde guerre mondiale. Catholique dans un pays presque entièrement bouddhiste, proche des grands propriétaires plutôt que du peuple, on ne peut imaginer de contraste plus saisissant entre le général Diem et le communiste Hô Chi Minh. Ses méthodes brutales (emprisonnements massifs d'opposants), finissent par lui aliéner la population.

En réaction à cette gestion qui rappelle celle de l'ancienne puissance coloniale, se crée en 1960 le Front National de Libération, soutenu par le Vietnam nord. En plus de mener la lutte armée, ce dernier apporte son aide aux populations délaissées par le régime autoritaire et sous influence de Diem. Rapidement sa popularité et son influence s'accroissent dans la partie sud du Vietnam.

L'engagement militaire direct des Etats-Unis au Vietnam commence alors que la conférence de Genève (26 avril au 21 juillet 1954) n'est pas achevée. Une équipe paramilitaire de la CIA sous la direction d'Edward Lansdale commence à mettre en oeuvre un plan d'offensive militaire et psychologique sur le Vietnam. Parmi les faits d'armes de cette équipe on peut évoquer: la distribution de tracts attribués au Vietminh décrivant de manière effrayante les conditions de vie sous régime communiste (provoquant des afflux massifs de réfugiés vers le sud), l'introduction de forces paramilitaires déguisées en convois d'émigrés dans le nord), diffusion de rumeurs (viols, etc.) visant à inspirer un sentiment anti-chinois, contamination des réserves de carburant de la compagnie de bus de Hanoï, provoquant la dégradation de leurs moteurs, préparation de l'offensive américaine au Vietnam par l'envoi de Vietnamiens dans les bases américaines du Pacifique, où ils sont formés à l'art de la guérilla (*les guerres scélérates, p 134*).

C'est vers la fin de la décennie 1950 que la présence militaire des Etats-Unis commence à se faire plus visible. Prenant acte de l'impuissance de Diem à régler le problème que représente le Vietminh, ils décident de renforcer leur présence. Sous l'impulsion du président Eisenhower, le nombre de conseillers militaires, dont le plafond était fixé à 685 par les accords de Genève du 21 juillet 1954, passe à plusieurs milliers, puis 16000 après en 1963. Des militaires commencent, par ailleurs, à participer aux opérations sur le terrain. Ainsi, en 1962, sous couvert de missions d'entraînement. « 149 hélicoptères et 73 appareils américains effectuent 2043 sorties » (*Les Américains, p 519*)

En novembre 1963 (le président Kennedy sera assassiné trois semaines plus tard), définitivement convaincus de l'impuissance de Diem, les Etats-Unis favorisent son renversement par d'autres généraux, ce qui ne change rien à la situation: ceux-ci rencontrent tout aussi peu de succès dans la lutte armée contre le Front National de Libération. En même temps, les Etats-Uniens sont obligés de reconnaître que du côté des troupes du nord, le moral est toujours meilleur que dans les troupes des généraux du sud. Les Etats-Unis finissent par se rendre compte que s'ils ne s'impliquent pas directement et massivement, la chute du Vietnam dans le giron communiste sera inéluctable.

Cette mise en contexte montre bien que le désir des Etats-Unis de s'impliquer dans les affaires du Vietnam (pour diverses raisons), remonte bien avant leur entrée en guerre, qui devient effective après le vote de la Résolution sur le Golfe du Tonkin le 7 août 1964, consécutive aux prétendus incidents du même nom qui surviennent quelques jours plus tôt.

Les faits selon la version officielle

Les incidents du Golfe du Tonkin se sont produits les 2 et 4 août 1964. Le 2 août, le destroyer USS Maddox est attaqué par des torpilleurs vietnamiens alors qu'il se trouve dans le Golfe du Tonkin, dans les eaux internationales. Deux navires vietnamiens sont coulés dans la bataille qui s'ensuit. En réponse à cette attaque, le président Johnson ordonne à un second destroyer, l'USS C. Turner Joy, de se porter au soutien du Maddox. La nuit du 4 août, alors qu'ils font de nouveau route vers le golfe du Tonkin, ils pensent de nouveau être attaqués et ripostent avec un feu nourri sur ce qu'ils croient être un ennemi qui leur envoie des torpilles. L'administration Johnson vient de trouver le casus belli après lequel elle courait depuis quelque temps.

Le vote de la Résolution du Golfe du Tonkin

« L'« agression » du Tonkin entraîna le vote d'une résolution du Congrès (à l'unanimité pour la Chambre des représentants et avec deux voix contre au Sénat) qui autorisait le président Johnson à déclencher une opération militaire dans le sud-est asiatique s'il l'estimait nécessaire. (...) la résolution sur le Tonkin donnait au président le pouvoir de déclarer la guerre sans avoir à demander au préalable, comme l'exigeait la constitution, la permission du Congrès. (...) Juste après cette affaire du Tonkin, l'aviation américaine commença à bombarder le nord Vietnam. En 1965, plus de 200 000 soldats furent envoyés au sud-Vietnam, et 200 000 autres en 1966. Début 1968, ils étaient plus de 500 000. » (*Howard Zinn, p 539*)

Déformation des faits par l'administration Johnson

La majorité des historiens s'accordent aujourd'hui pour dire que des données relatives aux incidents ont été délibérément manipulées de façon à fournir un prétexte à l'entrée en guerre des Etats-Unis au Vietnam.

Voici ce qu'en dit André Kaspi: « La vérité devait être révélée partiellement 7 années plus tard, à la suite de la publication des [Papiers du Pentagone](#), un ensemble de 7000 pages de documents et d'analyses rassemblés par le département de la défense en 1967/1968. le gouvernement américain appliquait, depuis le 1er février 1964, le plan d'opération 34A, élaboré par la CIA pour contraindre Hanoï à lâcher le Vietcong et le Pathet lao (le mouvement communiste au Laos). Des satellites espions recueillaient des renseignements. Des saboteurs et des agitateurs étaient parachutés sur le territoire nord vietnamien. Des commandos du sud, conseillés par des américains, débarquaient sur les côtes du nord avec pour mission de faire sauter les ponts stratégiques. Des chasseurs bombardiers T28, basés au Laos, pilotés par des Thaïlandais sous le commandement d'officiers de la CIA, pilonnaient régulièrement les objectifs ennemis et recevaient l'aide électronique de bâtiments comme le Maddox. L'état-major américain avait dressé la liste de 94 cibles au Vietnam qui seraient bombardées dès que le Congrès aurait adopté une résolution soutenant l'action du président. On sait aujourd'hui, grâce à des documents qui ont été ouverts à la recherche historique, que le Maddox n'a vraisemblablement jamais été

attaqué, que son commandement a cru déceler des traces de torpilles sur son écran radar, puis s'est rendu compte de son erreur, qu'à Washington le président a voulu, quels que fussent les événements, montrer sa détermination."(p 520)

Ce résumé sommaire ne donne qu'une mince idée de la complexité de l'affaire (pour une plongée plus en profondeur, voir [ici](#)). La première attaque du Maddox (le 2 août) a bel et bien eu lieu, preuves photographiques multiples à l'appui. Certes il se trouvait dans les eaux internationales, mais en soutien à l'une de ces fameuses Operations 34 A dont les objectifs était les îles de Hon Me et Hon Ngu, que le destroyer avait approchées de très près avant l'affrontement du 2 août. On ne peut donc pas la considérer comme une agression gratuite de la part du Nord-Vietnam, mais comme une riposte. Quand à la bataille du 4 août, elle n'a en effet jamais eu lieu. Les destroyers étasuniens ont tiré, certes, mais vers nulle part. Il est significatif que le site [National Security Archive](#) admette qu'aucun bateau nord vietnamien ne se trouvait dans le golfe cette nuit-là. Des erreurs dans la transmission de certaines communications, délibérément manipulées par la suite à un plus haut niveau, transformeront l'épisode imaginaire en féroce bataille navale.

Révélation récentes

Pour entrer un peu plus dans le détail de ce mensonge d'état, nous vous proposons de lire deux récents articles du New York Times datés de 2005 et de 2010. L'affaire connaît en effet, depuis près de 50 ans, de fréquents rebondissements au rythme des déclassifications de documents divers (voir par exemple *I.F. Stone weekly*, Washington 4 mars 1968 "the phantom battle' that led to war", *US News and World report*, 23 juillet 1984, pp 56 à 67, Joseph C Goulden, *Truth is the first casualty: the gulf of Tonkin affair, illusion and reality*, Rand McNally&Co. 1969). Ces informations nouvelles qui continuent régulièrement de refaire surface, ne font qu'accroître la certitude que les « incidents » du Tonkin ont été délibérément manipulés de façon à fournir un prétexte à l'entrée en guerre des Etats-Unis.

[Le premier article](#), de Scott Shane, raconte le difficile cheminement vers la lumière publique d'une étude de 400 pages publiée en interne dans une revue de la NSA. Rédigée par un historien de cette agence, Robert J. Hanyok, c'est une remise en cause, preuves à l'appui, de la responsabilité du nord Vietnam dans le second incident du Tonkin qui a précipité l'entrée en guerre des Etats-Unis. Selon cet historien, les documents sur lesquels s'est fondé le président Johnson pour déclarer la guerre au nord Vietnam ont été délibérément arrangés de façon à fournir le prétexte d'une entrée en guerre des Etats-Unis sur ce front quitté par les Français. Les hauts gradés de l'agence ont tout fait, de 2001 à 2005, pour retarder une diffusion élargie de cette étude. Il est vrai que la révélation de cette falsification de preuves eut été des plus malvenues, on peut même dire désastreuse, à une époque où les renseignements utilisés par l'administration G. W. Bush pour justifier l'invasion de l'Irak étaient âprement contestés.

[Le second article](#), d'Elisabeth Bumiller, est paru en 2010. C'est un résumé sommaire des 1100 pages de transcriptions des débats ayant eu lieu au Sénat à propos de l'incident du Tonkin en août 1964, déclassifiées par le même Sénat en 2010. Ces transcriptions montrent les sénateurs de l'époque en train de débattre violemment la question de savoir si la Maison Blanche et le Pentagone leur avaient menti à propos de l'incident du Golfe du Tonkin en 1964. Nombre de sénateurs expriment leur scepticisme et leur indignation avec une grande violence. Cet article montre qu'à l'époque, même dans les rangs du Sénat, les doutes étaient profonds à propos de l'utilisation par le président Johnson de « l'incident du Tonkin » pour déclencher la guerre du Vietnam.

François Belliot, pour l'ODME

(1) La France dont parle Hô chi Minh ici est celle de Vichy. Complètement coupée de la métropole après le blocus britannique qui devient complet à la fin de 1941, et sous domination japonaise à partir de la même époque (convention du 22 septembre), la colonie indochinoise demeure cependant sous tutelle française et fidèle au

maréchal Pétain, les Japonais se contentant d'exiger des bases militaires, divers droits de passage, la réquisition de plusieurs aérodromes, des privilèges économiques, et laissant à l'administration coloniale intacte le soin de gérer le pays et de maintenir l'ordre grâce à une police efficace. Cette tutelle est anéantie le 9 mars 1945 quand les Japonais exigent, au vu du risque de débarquement étasunien, que les forces françaises (au nombre de 50000 hommes), se placent sous commandement nippon. Devant les tergiversations du Proconsul Decoux, les Japonais décident de renverser le régime français. Supérieure en nombre, mieux équipée, et profitant de l'effet de surprise, l'armée japonaise balaye aisément l'armée française. L'essor et l'extension de l'influence du Vietminh, jusqu'à la proclamation de la République indépendante du Vietnam le 2 septembre 1945, date du renversement du régime colonial fidèle à Vichy le 9 mars de la même année.

Posted in [Uncategorized](#) | [Leave a comment](#)

L'attentat de la discothèque la Belle en avril 1986, premier casus belli contre la Libye de Kadhafi: partie 3

Posted on [juin 20, 2012](#) by [admin](#)

Pour compliquer encore les choses...

L'interprétation de cette affaire complexe à souhait est rendue plus délicate encore par un dernier épisode survenu au milieu de la décennie 2000. La Libye, dans les années qui suivent les attentats du 11 septembre, sentant sans doute le vent des tomahawks se rapprocher plus dangereusement que jamais (la Libye figurait encore à cette époque dans la liste des états terroristes), et désireuse de lever les sanctions économiques qui paralysent son développement, décide de se lancer dans [une dense et spectaculaire série de gestes diplomatiques](#) visant à redorer son blason et à la rendre plus « fréquentable ».

[Le 29 mai 2002](#), la Libye accepte de verser des indemnités aux familles de victimes de Lockerbie, à hauteur de 2,7 milliards de dollars, [quoique la version officielle de cette affaire comporte autant d'anomalies que l'affaire la Belle](#).

En août 2003, le fils aîné de Mouammar Kadhafi, propose de dédommager à titre humanitaire les victimes de la Belle.

Le 12 septembre 2003, le conseil de sécurité de l'ONU vote la levée des sanctions frappant la Libye.

[Le 19 décembre 2003](#), Kadhafi déclare que son pays renonce aux armes de destruction massive.

En mars 2004, la Libye signe le Traité de non Prolifération Nucléaire (TNP).

[En janvier 2004](#), elle accepte de verser 170 millions de dollars aux 170 familles de victimes de l'avion d'UTA crashé en 1989 au Niger.

[En mai 2004](#), Kadhafi se rend en visite diplomatique à Bruxelles.

En septembre 2004, les Etats-Unis lèvent l'embargo commercial qu'ils font peser sur la Libye depuis 1982.

[En octobre 2004](#), Kadhafi, furieux que le chancelier Schroeder ait refusé de visiter le mémorial consacré aux victimes de l'opération El Dorado Canyon, demande à l'Allemagne des millions de dollars d'indemnités pour les innombrables mines posées dans le désert libyen par l'Afrika Korps pendant la seconde guerre mondiale (qui font encore des victimes tous les ans en Libye).

[En août 2008](#), l'Italie de Berlusconi accepte de verser à la Libye 5 milliards de dollars de dommages et intérêts sur 25 ans en dédommagement des 30 ans d'occupation italienne de 1911 à 1942. En échange Kadhafi promet de mieux s'occuper du problème de l'immigration.

C'est [en août 2004](#) que la fondation présidée par Saïf el Islam, un des fils de Kadhafi, annonce donc qu'elle s'engage finalement à dédommager dans le cadre d'un règlement global les victimes liées à l'attentat de la discothèque la Belle en 1986. La fondation s'engage à verser un million de dollars à la famille de la victime turque, 350000 dollars à chacun des onze blessés graves, invalides à 80%, et 188000 dollars à 157 autres blessés, sérieusement atteints. Les propriétaires de la discothèque détruite recevront 700000 dollars. La somme totale [s'élève à 35 millions de dollars](#). Cet accord semble impliquer mécaniquement la responsabilité de la Libye de Kadhafi dans cet attentat.

Cet ultime épisode de l'affaire la Belle demeure extrêmement trouble. Certes la Libye, par le biais de la fondation Kadhafi, accepte de dédommager les victimes de la Belle, mais c'est avec de sérieux bémols :

- Aucune indemnité n'est prévue pour les victimes étasuniennes de l'attentat (au nombre d'une cinquantaine).
- la Libye ne reconnaît pas sa responsabilité dans l'attentat, et se déclare prête à indemniser les victimes *pour des raisons humanitaires*.
- L'accord prévoit également d'indemniser les victimes lybiennes des bombardements du 15 avril qui ont fait encore plus de morts et de blessés.

Cet accord d'indemnisation ne vaut donc en aucun cas reconnaissance de responsabilité. Il n'est pas exclu, en outre, qu'il fasse partie d'un accord plus général entre la Libye et certains Occidentaux, qui n'accepteraient la levée des sanctions, et la désinscription du pays de la liste des états soutenant le terrorisme, qu'en échange de la reconnaissance d'une responsabilité dans certains attentats.

On voit bien au vu de cette liste de gestes de bonne volonté, que la promesse de versement d'indemnités intervient dans une séquence où le chef de la Libye s'efforce d'arrondir tous les angles possibles pour que son pays redevienne fréquentable. Il faut avoir à l'esprit qu'à l'époque Kadhafi a sans doute peur de se trouver dans la même situation catastrophique que Saddam Hussein ; l'homme fort de la Libye sent qu'il doit prendre ce genre de décisions spectaculaires pour préserver son pouvoir, d'où également son zèle dans la chasse aux islamistes, qu'il a opportunément en horreur depuis toujours. Le douloureux souvenir de l'opération d'El Dorado Canyon était par ailleurs certainement présent à son esprit.

Son récent renversement semble donner tort à cette série d'actes de repentance et de bonne volonté. Le seul chef d'état à avoir reconnu sa responsabilité dans des actions terroristes et indemnisé des victimes, l'un des seuls à avoir officiellement renoncé à tout programme d'armes de destruction massive, un homme qui par ailleurs collaborait activement à la traque d'Al Qaida après le 11 septembre 2001, en guise de salaire a finalement été [lynché de façon abominable](#), après une campagne de bombardement massive ayant fait [des dizaines de milliers de victimes](#)¹, le tout justifié par [un média mensonge](#) encore plus énorme que celui ayant servi de base au lancement de l'opération El Dorado Canyon.

Bilan

Nous avons parcouru l'essentiel des aspects de cette affaire la Belle. S'il est impossible de trancher dans un sens ou dans un autre, nous pouvons au moins évaluer si la proposition initiale : « *la Libye est entièrement responsable de cet attentat* » est finalement juste ou pas, et si les États-Unis et/ou d'Israël ne doivent pas figurer en bonne place parmi les suspects. Examinons successivement les éléments à charge contre les 3 pays.

La Libye responsable ?

Il est bien assis dans l'opinion, surtout depuis la dernière [campagne de médiamentsonge](#) qui a permis de faire accepter la nécessité de bombarder à nouveau la Libye et de lyncher Kadhafi, que ce dernier *était* un monstre, le boucher de son propre peuple, etc, et les affaires de Lockerbie en 1988 du vol 772 d'UTA en 1989 semblent accréditer cette réputation. Maintenant, au vu des éléments avancés, si la Libye avait planifié et mis en œuvre l'attentat de la Belle, cela impliquerait 1) que pour l'occasion Kadhafi aurait changé de méthodes de communication pour ses opérations terroristes, puisqu'il avait l'habitude de passer par des messages écrits 2) qu'il aurait renié son parti pris en faveur des « minorités » en ciblant délibérément une discothèque essentiellement fréquentée par des soldats noirs 3) que pour l'occasion, à moins que les journalistes de Frontal

aient menti ou se soient lourdement trompés, il se serait associé avec des agents du Mossad, de la CIA, et des services secrets ouest-allemands (BND) 4) que les messages de revendication envoyés depuis Tripoli seraient authentiques, et les services de renseignements français, espagnols et italiens auraient conjointement commis une grave erreur d'expertise 5) que le récit d'Ostrovski serait un tissu de mensonges.

Il faut aussi rappeler que l'enquête du juge Mehlis fut entachée d'irrégularités ([voir la deuxième partie de cet article](#)), que l'on constatera plus tard dans l'enquête sur l'assassinat de Rafik Hariri, dirigée par le même Mehlis.

A vrai dire le seul élément vraiment solide accréditant la responsabilité de la Libye serait l'accord d'indemnisation des victimes, quoiqu'on constate qu'il n'impliquait pas de reconnaissance de la responsabilité de l'attentat et prenait place dans une série de gestes diplomatiques forts de la part le Libye pour redorer son blason sur la scène internationale, dans un contexte de guerre contre le terrorisme lancée par les États-Unis en représailles aux attentats du 11 septembre 2001.

Si la Libye a été considérée dans un premier temps comme l'unique responsable dans cette affaire, on peut finalement avancer que sa participation directe à l'attentat de la discothèque la Belle est *peu probable*.

Les États-Unis responsables ?

Nous avons largement envisagé la responsabilité des États-Unis à l'occasion de l'examen des relations diplomatiques étasuno-libyennes et du montage de l'opération El Dorado Canyon ([voir la première partie de cette étude](#)). Contentons-nous donc de rappeler les points les plus importants : 1) les États-Unis avaient multiplié les provocations et les déclarations lourdes de menaces la décennie précédente, la dernière en date étant les vastes exercices militaires organisés dix jours avant l'attentat à la frontière de la ligne de la mort 2) Les États-Unis avaient l'habitude de diffuser de fausses informations pour noircir la réputation de Kadhafi, et ce n'était pas la première fois qu'ils accusaient la Libye sans la moindre preuve (par exemple le double attentat des aéroports de Vienne et de Rome en décembre 1985 3) Les preuves avancées par Reagan pour justifier l'opération El Dorado Canyon sont extrêmement douteuses. 4) Selon Frontal, Musbah Eter, le principal suspect de l'affaire était un agent de la CIA depuis des années. 5) J'ajouterais simplement pour compléter le dossier, que c'est une grande tradition étasunienne (partagée jusqu'à un certain point avec d'autres puissances dans leur phase impérialiste comme la France, le Royaume-Uni, [ou le Japon](#)) de lancer une guerre, petite ou grande, sur la base d'un attentat sous fausse bannière ou de tout autre sorte de mensonge d'état fomentable et acceptable. Cette manipulation pourrait s'inscrire dans une série comprenant [l'affaire Thornton de 1846](#), l'explosion du Maine en 1898, le raid sur Pearl Harbour en 1942, les incidents du Tonkin en 1964, l'affaire Nassiriya de 1991, les attentats du 11 septembre 2001, et la légende des Armes de Destruction Massive pour envahir une seconde fois l'Irak en 2003.

Quoiqu'on puisse penser de M. Kadhafi, c'est incontestablement à tort que ce dernier a été qualifié à l'époque de « chef du terrorisme mondial » par certains aux Etats-Unis. Un bref survol historique des 150 dernières années montre sans ambiguïté que c'est aux Etats-Unis, et de très loin, que revient ce titre peu enviable.

La responsabilité de la CIA et/ou de certains membres de l'administration Reagan dans la mise en œuvre de l'attentat peut donc être considérée comme *très probable*. Quant à la campagne de bombardement de la Libye qui survient 10 jours plus tard, elle peut tout à fait être regardée, au vu de la faiblesse des preuves avancées, et du grand nombre de civils tués, comme une opération terroriste de bien plus vaste ampleur que l'attentat de La Belle, et dont les États-Unis portent l'entière responsabilité (voir infra article de Howard Zinn).

Israël responsable ?

Les ombres d'Israël et du Mossad planent sur cet attentat et ses conséquences d'un bout à l'autre de l'affaire : 1)

selon les journalistes de Frontal, Mohamed Aimari, l'un des suspects inexplicablement écarté par le procureur Detlev Mehlis était un agent du Mossad 2) le procureur qui a instruit l'affaire la Belle, Deltev Mehlis, est lié aux lobbies pro-israéliens 3) selon Ostrovski, c'est un commando du Mossad qui a placé le Troyen destiné à envoyer de faux messages de revendication depuis le cœur de Tripoli 4) le Mossad tenait systématiquement pour vrais ces messages et les confirmait à chaque fois alors que la plupart des pays européens les regardaient comme des faux 5) Hersch rapporte que des espions israéliens informèrent jusqu'au dernier moment les planificateurs d'El Dorado Canyon de la situation physique de Kadhafi pour être sûr qu'il ne fût pas manqué.

Ces éléments font à l'évidence peser une suspicion très forte sur l'implication d'Israël dans la planification et la mise en œuvre de l'attentat. Mais ce n'est pas tout : un bref parcours des relations entre la Libye et Israël depuis l'accession de Kadhafi au pouvoir met en évidence que c'est l'état d'Israël qui avait le plus puissant *mobile*, avec les États-Unis, de vouloir réduire le pouvoir de nuisance de la Libye.

Depuis sa création, en 1948, l'état d'Israël, vit dans la hantise de sa destruction et l'espoir de sa pérennité. Un de ses soucis majeurs est donc de contenir les états et organisations qui, dans son environnement proche, sont susceptibles de porter atteinte à sa sécurité. Parmi ces états ou groupes, on trouve naturellement les Palestiniens, dont des centaines de milliers ont été chassés de leur terre à la suite des guerres successives entre Israël et ses voisins. Les plus déterminés sont regroupés autour de l'OLP de Yasser Arafat et le groupe d'Abu Nidal (lequel était du reste [contrôlé par le Mossad](#)) . Une autre de ces entités est la Libye de Mouammar Kadhafi. Ce dernier a prononcé les déclarations les plus incendiaires à l'égard de l'état hébreux. Un an après son arrivée au pouvoir, en 1970, il donne le ton dans un discours : « *Mon plus grand rêve est de voir un jour une Palestine libre, souveraine et indépendante. Aussi longtemps que cet objectif ne sera pas atteint, la Libye et avec elle toute la nation arabe ne pourra se considérer ni souveraine, ni indépendante.* » Par la suite, riche de ses pétrodollars, Kadhafi financera abondamment l'OLP de Yasser Arafat. Quand Saddate, l'homme de la réconciliation de l'Égypte avec Israël, est assassiné en 1982, il s'en réjouit bruyamment et appelle les Égyptiens à reprendre la lutte contre le sionisme.

Le problème d'Israël est qu'il peut difficilement mener seul des opérations de représailles militaires, soit pour des raisons de capacité militaire, soit pour ne pas attiser l'hostilité de ses voisins. C'est pour cette raison qu'Israël a développé un puissant service de renseignement, et s'arrange, par le biais de lobbies très influents à pousser d'autres états à mener les guerres qui sont dans ses intérêts stratégiques. Comme le soulignent Mearsheimer et Walt dans [le lobby pro-israélien et la politique étrangère des Etats-Unis](#) « *la plupart des groupes pro-israéliens, et tout particulièrement les organisations centrales du lobby, veulent aussi que les États-Unis aident Israël à rester la principale puissance du Moyen-Orient. Non contents de vouloir maintenir une aide financière et **une assistance militaire généreuse**, ces groupes souhaitent que les États-Unis s'attaquent aux principaux adversaires d'Israël dans la région : l'Iran, l'Irak de Saddam Hussein, et la Syrie. Au minimum, le lobby demandait que les États-Unis contiennent les « états voyous » et les empêchent d'acquérir l'arme nucléaire.* » C'est curieusement l'interprétation d'Ostrovski pour l'affaire la Belle : les Israéliens pour le coup n'auraient pas manipulé le congrès étasunien, mais simplement créé l'événement dont ils étaient sûrs qu'il provoquerait une réaction de la part de l'administration Reagan.

Pour toutes ces raisons, la responsabilité d'Israël dans l'affaire la Belle, doit être réévaluée et considérée comme *très probable*.

Épilogue : un article de Howard Zinn

S'il est impossible de trancher avec certitude la question « qui a fait quoi ? » dans l'affaire la Belle, on peut au moins remarquer la logique du deux poids deux mesures dans l'appréciation des affaires de terrorisme. Si l'attentat de la Belle est une action terroriste libyenne, se demande l'historien étasunien Howard Zinn dans un

[article](#) de 1993, que dire alors de la campagne de bombardement de la Libye 10 jours plus tard, lancée sur des bases juridiques extrêmement incertaines, et qui entraîna la mort d'un nombre beaucoup plus élevé de civils ?

“Vraiment, je tremble pour mon pays quand je songe que Dieu est justice” écrit Thomas Jefferson dans ses Notes de Virginie. Ces mots me sont venus à l’esprit tandis que j’écoutais l’annonce de notre gouvernement annonçant qu’il avait bombardé la ville de Tripoli. Nous vivons dans un monde dans lequel on nous demande de faire un choix moral entre une forme de terrorisme et une autre forme de terrorisme. Le gouvernement, la presse, les politiciens, sont en train d’essayer de nous convaincre que le terrorisme de Ronald Reagan est d’une plus grande élévation morale que le terrorisme de Mouammar Kadhafi. Bien sûr, nous n’évoquons pas nos actions en ces termes, mais si le terrorisme consiste en l’assassinat délibéré de civils innocents visant à atteindre un objectif politique, alors le bombardement d’une ville densément peuplée de la Libye correspond à cette définition, au même titre que la pose d’une bombe par je-ne-sais-qui dans une discothèque bondée à Berlin. Peut-être le mot “délibéré” souligne-t-il la différence ? Quand vous posez une bombe dans une discothèque, la mort de ceux qui se trouvent dans les environs est délibérée ; quand vous larguez des bombes sur une ville, c’est accidentel. Nous pouvons soulager notre conscience de la sorte, mais seulement en nous mentant à nous-mêmes. En effet, quand vous bombardez une ville depuis les airs, vous savez, de la façon la plus certaine, que des innocents vont périr. C’est pourquoi le secrétaire à la défense Weinberger, en quête d’absolution morale (étant donnée sa position il aura du mal), quand il a parlé du raid aérien, a dit qu’il avait été conçu pour “minimiser” les victimes civiles. Cela impliquait, inévitablement, qu’il y aurait des victimes civiles, et que Weinberger, Schultz et Reagan, avaient pour dessein qu’il en soit ainsi, de la même façon que c’était le dessein des terroristes de la discothèque. Dans cette affaire, le mot “minimiser” voulait seulement dire une centaine de morts (c’est là le nombre de diplomates étrangers à Tripoli), parmi lesquels des nourrissons et des enfants, une étudiante de 18 ans en visite chez ses parents, un nombre inconnu de personnes âgées. Aucun d’entre eux n’était un terroriste, de même que personne dans la discothèque n’était responsable d’aucun des griefs nourris par les Libyens ou les Palestiniens. Même si nous supposons que Kadhafi était derrière l’attentat de la discothèque (et il n’existe aucune preuve pour cela), et que Reagan était derrière le bombardement de Tripoli (ce qui est irréfutablement prouvé), alors les deux sont des terroristes, à cette différence près que Reagan est capable de tuer bien plus de gens que Kadhafi, ce qu’il a fait. Reagan, Weinberger, le secrétaire d’état Schultz, et leurs admirateurs dans la presse et au Congrès se félicitent mutuellement de ce que la nation la plus puissamment armée du monde puisse impunément bombarder (seulement deux chasseurs US ont été abattus, un prix modique à payer au regard de la satisfaction psychique éprouvée) une nation de quatrième rang comme la Libye. La Technologie moderne a laissé la Bible loin derrière elle. La maxime “œil pour œil” est devenue “Cent yeux pour un œil, cent bébés pour un bébé”. Les journalistes au langage musclé et les éditorialistes anonymes – il y a eu quelques exceptions courageuses – qui ont défendu cette opération, ont tenté de voiler leur immoralité en l’enrobant dans le drapeau étasunien. Mais c’est déshonorer ce drapeau que de l’agiter avec fierté au-dessus du cadavre d’un lycéen ou d’un bébé dormant dans une crèche. Il n’existe pas de drapeau assez vaste pour dissimuler la honte que représente l’assassinat d’innocents pour remplir des objectifs inatteignables. Si l’objectif est de donner un coup d’arrêt au terrorisme, même les apologistes du bombardement disent qu’il n’y parviendra pas ; si l’objectif est de rendre les États-Unis respectables, le résultat atteint est inverse : partout dans le monde, bouillonne la colère et l’indignation envers la violence stupide, absurde, et sans âme, de Reagan. Il nous est arrivé par le passé d’avoir des présidents aussi violents. Rarement nous en avons eu un si rempli d’hypocrite dévotion à propos du “droit à la vie”. Dans le cycle sans fin des actions terroristes, chaque camp déclare à chaque fois qu’il s’agit de “représailles”. Nous avons bombardé Tripoli en représailles à l’attentat de la discothèque. La discothèque pourrait avoir été bombardée en représailles de la mort de 35 marins libyens qui effectuaient une patrouille dans le golfe de Sidra, dans les eaux internationales, où nous nous trouvions aussi. Nous étions dans le golfe de Sidra prétendument pour montrer à la Libye qu’elle ne devait pas s’engager sur la voie du terrorisme. Et la Libye dit – en l’occurrence elle dit vrai dans ce cas précis – que les États-Unis sont des vétérans du terrorisme, pour avoir soutenu les gouvernements terroristes du Chili, du Guatemala, d’El Salvador, et, en ce moment-même, pour soutenir le terrorisme des Contras contre des fermiers, leurs femmes, et leurs enfants, au Nicaragua. Est-ce qu’une démocratie occidentale a de meilleures raisons pour tuer des civils innocents qu’un dictateur du Moyen-Orient ? Même si nous vivions dans une démocratie parfaite, cela ne nous conférerait pas un tel droit. Mais l’élément le plus précieux de notre démocratie, le pluralisme des voix divergentes, le marché des idées contradictoires, semble disparaître dans une époque comme celle-ci,

quand les bombes tombent, que le drapeau ondule, et que tout le monde se précipite, comme l'a fait Ted Kennedy, pour se ranger docilement derrière "notre Commandant en chef". Nous attendions une direction morale. Mais Gary Hart, John Kerry, Michael Dukakis et Tip O'Neill, ont tous apporté leur soutien du bout des lèvres. Il ne faut pas s'étonner que le parti démocrate se trouve dans une forme aussi pathétique. Où dans notre monde politique se trouvent les successeurs de ces deux voix courageuses de l'époque de l'incident du Tonkin au Vietnam, Wayne Mose et Ernest Gruening, qui, seuls au Sénat, refusèrent de suivre "notre Commandant en chef" lors de ce premier gros coup militaire qui lança les dix ans de honte du Vietnam ? Et où était notre tant vantée "presse libre" ? Après le bombardement, un Schultz aux anges a tenu une conférence de presse devant un groupe de journalistes obséquieux à Washington qui lui ont ciré les pompes, qui lui ont sucé les doigts de pied, qui ne lui ont pas posé une seule question à propos du bien-fondé moral de notre action, à propos des civils tués par nos bombes à Tripoli.

Le terrorisme à présent a deux visages, celui de Kadhafi, et celui de Reagan. En fait cette simplification est grossière. Si Kadhafi s'en allait, si Reagan s'en allait, le terrorisme ne disparaîtrait pas ; c'est une vieille arme des fanatiques, qu'ils opèrent depuis des quartiers généraux secrets enterrés, ou de bureaux décorés des capitales des grandes puissances. Too bad, a-t-il dit, mais c'est le jeu de la guerre. Bien, si c'est le jeu, alors fichons-le camp de ce jeu, car il nous empoisonne moralement, et ne règle aucun problème. Il ne fait que perpétuer et aggraver le cycle sans fin de la vengeance qui finira par tous nous détruire un jour, si nous ne nous désintoxiquons pas de ces habitudes. Espérons que, même si cette génération, ses politiciens, ses reporters, ses porte-drapeaux et fanatiques, s'avèrent incapables de changer d'attitude, les enfants de la prochaine génération, en considérant notre stupidité, seront plus sages. Peut-être comprendront-ils que la violence qui se déchaîne par le monde ne peut être enrayée par plus de violence, que quelqu'un doit dire : nous refusons la vengeance, le cycle du terrorisme prend finici."

Bibliographie des trois parties de cette étude

Je ne détaille pas toutes les références qui m'ont été utiles à la rédaction des trois articles de cette étude. Je renvoie le lecteur aux nombreux liens hypertextes dont j'ai parsemé chacun des trois articles. Je mentionne tout de même pour finir, soit les livres que j'ai lu intégralement ou en partie pour me faire une idée précise sur tel ou tel point utile à la compréhension de l'affaire, soit les articles et reportages sans lesquels certaines zones d'ombre de l'affaire la Belle seraient restées tout bonnement *impénétrables*.

[article de Seymour Hersch](#), publié dans le New York Times Magazine du 22 février 1987

[article de Howard Zinn](#) extrait de l'ouvrage the Zinn Reader, publié en 1993 aux éditions Seven Stories.

[article d'un correspondant allemand](#) résumant le reportage de Frontal passé sur la ZDF en 1998

[article de Saïd Haddad](#) sur les fruits et défis de la normalisation libyenne

[le lobby proisraléen et la politique étrangère des Etats-Unis](#), John Mearsheimer et Stephen Walt

[La parabole d'Esther](#), de Gilad Atzmon, éditions Demi-Lune, 2012

[l'histoire secrète du Mossad](#), Gordon Thomas

[By way deception](#), Victor Ostrovky, Saint Martin's Press, 1991, édition épuisée, mais version intégrale en ligne est consultable via ce lien hypertexte.

[Other sides of deception](#), Victor Ostrovski

[L'assassinat des dirigeants politiques étrangers par les Etats-Unis](#), Etienne Dubuis, éditions Favre, 2011.

François Belliot, pour l'ODME

Posted in [Uncategorized](#) | [Leave a comment](#)

l'attentat de La Belle en 1986: 1er casus belli contre la Libye Kadhafi. Partie 2

Posted on [mai 20, 2012](#) by [admin](#)

Alors que 10 jours après l'attentat, Ronald Reagan annonçait disposer de preuves "irréfutables" ([voir la première partie](#)), il faut attendre 4 ans pour qu'un ensemble d'éléments nouveaux soient versés au dossier et permettent de démarrer vraiment l'enquête. La chute du mur de Berlin en 1989, ouvre l'accès aux archives de la Stasi, lesquelles fournissent des informations sur les individus qui depuis Berlin-est auraient mis en œuvre l'attentat à l'époque. Selon l'accusation, ces archives livrent en particulier cinq noms : trois employés de l'ambassade de Libye à Berlin-est, Musbah Eter, Yasser Chraïdi, et Ali Chanaa, et deux femmes, Verena, la femme d'Ali, et Andrea Haeusler, la sœur de Verena.

Eter et quatre autres suspects sont arrêtés en 1996 au Liban, en

Italie, en Grèce, et à Berlin. L'enquête peut enfin commencer. le procès s'ouvre en novembre 1997, sous la direction du procureur Detlev Mehlis. Elle dure quatre longues années au terme desquelles, en novembre 2001, Musbah Eter, qui n'avait de cesse pendant le procès de charger les autres co-accusés [est condamné à 12 ans de prison](#) pour assistance aux préparatifs de l'attentat. Yasser Shraïdi et Ali Chanaa, écopent de 14 et 12 ans, le premier pour avoir été le cerveau de l'opération, le second pour participation à sa mise en œuvre. Verena Chanaa, la femme d'Ali, est la seule à être condamnée pour meurtre, puisque c'est elle qui a placé la bombe dans la discothèque; elle écope quant à elle de 14 ans de prison. L'enquête détermine que les trois hommes ont assemblé la bombe dans l'appartement des Chanaa. L'explosif ayant servi à l'attentat a été acheminé depuis Berlin-Est dans une valise diplomatique libyenne. Verena Chanaa et sa sœur, Andrea Haeusler, ont posé la bombe dans la discothèque et en sont sorties 5 minutes avant qu'elle n'explose. Mme Haeusler a été acquittée au motif qu'elle ignorait tout de l'affaire, notamment que le sac meurtrier contenait une bombe.



le procureur Detlev Mehlis

La cour établit pour mobile de l'attentat le désir de la Libye de se venger des pertes matérielles et humaines subies lors des exercices militaires étasuniens de vaste ampleur organisés à la limite du golfe de Sidra dix jours plus tôt par les Etasuniens ([voir la première partie de cette étude](#)). Dans le dossier chargeant les inculpés, figurent les messages de préparation et de revendication envoyés depuis Tripoli à l'ambassade de Berlin-Est, des écoutes téléphoniques d'Eter et



Musbah Eter

Shraïdi, des rapports sur les activités de l'ambassade de Libye à Berlin-est, et des documents attestant de versements d'argent aux époux Chanaa en récompense de leur action. Le procès en revanche n'a pu permettre d'établir formellement la responsabilité de Kadhafi dans cette affaire, la cour regrettant sur ce point l'extrême réticence des services de renseignements allemands et étasuniens [à partager leurs informations avec la cour](#).

Les zones d'ombre de l'enquête : révélations ultérieures

En 1998, des journalistes allemands du magazine Frontal de la chaîne publique ZDF, alertés par ce qu'ils croient reconnaître comme des *zones d'ombre* de l'enquête, décident de mener [leur propre investigation](#). Les faits qu'ils mettent à jour, et les conclusions auxquelles ils parviennent s'écartent à l'extrême de celles de M. Mehlis, et ils en viennent à exposer leurs doutes de façon circonstanciée dans un documentaire qui passe à la télévision le 25 août de cette année. Les auteurs du documentaire allemand font un certain

nombre de découvertes parmi lesquelles: le principal inculpé présent, Yasser Shraïdi est très probablement innocent et a été utilisé comme bouc émissaire par les services de renseignements ouest-allemands (BND) et étasuniens (CIA) ; au moins l'un des inculpés, Musbah Eter, a été un agent de la CIA pendant de nombreuses années ; au moins l'un des suspects, Mohamed Amairi, serait un agent du Mossad. Quant à Shraïdi, établi par la suite au Liban, les autorités allemandes ont exercé de fortes pressions pour obtenir son extradition, comme l'indiquent le procureur libanais Mounif Oueidat et son adjoint Mrad Azoury. Ce dernier a ainsi déclaré qu'on ne lui avait donné aucune preuve de l'implication de Shraïdi dans l'attentat (voir par ailleurs [cet article de Nafeez Mossadeq](#)). Il y avait tout au plus de vagues indices. Ces preuves étaient d'ailleurs si minces, précisent les journalistes de Frontal, qu'un juge de Berlin lié à l'affaire menaça de relâcher Shraïdi si on ne lui fournissait pas quelque chose de plus solide (nous sommes le 9 septembre 1996).

Le même jour où ce juge lançait cette menace, le procureur Mehlis, s'envolait pour l'île de Malte en compagnie de l'inspecteur de police Uwe Wilhelms et un agent des services secrets allemands pour y rencontrer un homme avait jusque là été ignoré par l'accusation: Musbah Eter. L'homme y dirigeait une entreprise de commerce international qui, selon Frontal, servait de couverture à certaines activités secrètes de la CIA. L'accord était le suivant: les poursuites contre Eter seraient arrêtées si ce celui-ci acceptait de témoigner contre Shraïdi. Ayant accepté le marché, il va témoigner le lendemain à l'ambassade d'Allemagne; le mandat d'arrêt le visant est levé, et, pensant ne courir aucun risque, il s'envole pour l'Allemagne. Selon Frontal, qui s'appuie sur des notes de services de renseignement est-allemands, lesquels surveillaient de près Eter à l'époque, l'homme travaillait à l'ambassade libyenne de Berlin-est mais faisait de fréquentes visites à l'ambassade des Etats-Unis. Beaucoup d'autres éléments pointent une participation active d'Eter dans la préparation de l'attentat.

Les journalistes de Frontal relèvent par ailleurs que certains suspects clés n'ont pas pu témoigner devant la cour car ils sont protégés par ces services de renseignement. Il y avait apparemment un autre groupe impliqué dans l'attentat, un groupe de terroristes professionnels, dirigé par un certain "Mahmoud" Abu Jaber, qui travaillait pour quiconque avait de quoi les payer. Les membres de ce groupe ont été cités lors du procès, mais de façon extrêmement superficielle et sans qu'on fasse jamais peser la moindre charge sur eux. Ces hommes étaient pourtant présents à Berlin-est quelques mois avant l'opération et avaient des contacts quotidiens avec les autres inculpés. Plusieurs heures avant l'attaque, ils sont passés à Berlin-Ouest. Leurs déplacements ont été relevés par les services soviétiques et est-allemands qui sont parvenus à la conclusion qu'il s'agissait d'agents à la solde de services occidentaux^[1]. Les journalistes de Frontal ont retrouvé la trace en Norvège de Mohamed Amairi, le bras droit de Mahmoud Abu Jaber, et sont même parvenus à obtenir un entretien. Celui-ci a pris fin au moment où l'homme a refusé de dire pour quel service de renseignement il travaillait. Son avocat, plus loquace, concéda ensuite qu'il était "[un agent du Mossad](#)".

Les conclusions de Frontal sur l'évaluation des responsabilités dans l'attentat de la Belle sont très différentes de celles du procureur Mehlis, qui, après s'être complètement désintéressé de ce personnage clé de l'affaire qu'est Mohamed Amairi, fut celui qui leva le mandat d'arrêt pesant sur lui, avant qu'il n'obtienne la nationalité norvégienne dans des circonstances troubles. *« Ces intrigues des services secrets rendent la tâche de la cour de Berlin pratiquement insoluble, mais une chose est certaine, concluent les journalistes de Frontal, la version étasunienne présentant l'état libyen comme un état terroriste ne peut plus être maintenue plus longtemps. »*

Le rôle trouble de Detlev Mehlis dans l'assassinat de Rafik Hariri

Au vu de la gravité des irrégularités dont le juge Mehlis s'est apparemment rendu coupable lors du procès de La Belle, on aurait pu au moins s'attendre à ce qu'une contre enquête soit menée pour obtenir certaines réponses de sa part. Rien de tout cela n'est arrivé. Au contraire: c'est à cet homme qu'a échu la redoutable responsabilité de présider la commission d'enquête sur l'assassinat du premier ministre libanais Rafik Hariri. Comme l'exposent ces deux articles [de Talaat Ramih](#) et [de Thierry Meyssan](#), M. Mehlis dans l'affaire Hariri semble être allé encore

plus loin.

Parmi les innombrables irrégularités de cette commission d'enquête, Ramih et Meyssan relèvent que 1) l'analyse de la scène du crime n'a pas été faite dans le détail. 2) le profond cratère constaté après l'explosion ne correspond pas à l'effet qu'aurait causé une camionnette piégée. 3) La reconstitution a eu lieu en France, à huis clos, et [ses résultats n'ont pas été communiqués](#). 4) Comme les enquêteurs voulaient vérifier l'hypothèse d'un missile tiré depuis un drone (plusieurs témoins ayant entendu un aéronef au moment de l'attentat), ils ont demandé des photos satellites de la zone au moment des faits aux Israéliens et aux Etasuniens qui [se sont déclarés incapables d'accéder à cette requête](#), en raison de pannes techniques conjointes de leurs satellites. 5) Un passager de la voiture blindée de Hariri a survécu. De façon inattendue on a retrouvé dans son corps des traces d'uranium appauvri, ce qui aurait dû amener les enquêteurs à explorer la piste du missile à l'uranium appauvri, technologie inaccessible aux Syriens et aux combattants du Hezbollah, en première ligne aux rangs des accusés dans cette affaire. 6) La place de procureur n'aurait jamais dû être confiée à M Mehlis, pour des raisons de conflits d'intérêts. Meyssan remarque: *"Au début des années 2000, M. Mehlis a été grassement rémunéré comme chercheur par le Washington Institute for Near East Policy WINEP (le think-tank du lobby pro-israélien AIPAC) et par la Rand Corporation (le think-tank du complexe militaro-industriel états-unien). Autant d'éléments qui jettent un doute sur son impartialité dans l'affaire Hariri et auraient dû le faire récuser."* 7) Mehlis était assisté du commissaire Gerhard Lehmann, peut-être agent des

services secrets allemands et étasuniens, reconnu formellement par un témoin comme participant au programme d'enlèvements, de séquestrations et de tortures, mis en place en Europe par l'administration Bush ([voir le paragraphe 99 du rapport de Dick Marty du 12 juin 2006 pour le Conseil de l'Europe](#)). 😊 sur les trois échantillons de terre prélevés sur la scène du crime, répartis ensuite en trois bocaux qui ont été envoyés à trois laboratoires différents, deux analyses n'ont montré aucune trace d'explosif. Le troisième bocal, pris par Mehlis et Lehmann, et envoyé par leur soin au troisième laboratoire, est le seul à avoir révélé les traces d'explosifs recherchés. Or en principe, si l'on décide de recourir à trois experts judiciaires, c'est qu'en cas de désaccord entre eux, on se reporte à l'avis majoritaire. 9) Pour mener son enquête, l'homme a concédé s'être appuyé sur l'expertise des services de renseignement israéliens, alors qu'Israël pouvait être suspecté d'être partie prenante de l'assassinat (Ramih et Meyssan). 10) Le procureur n'a pas hésité à s'appuyer sur des faux témoignages, pour porter le soupçon sur les président Bashar el Assad et Emile Lahoud. *"Sur la base de ces faux témoignages, dit Meyssan, Detlev Mehlis arrêta, au nom de la Communauté internationale, quatre généraux libanais et les fit incarcérer durant quatre ans. Pénétrant avec ses cow-boys au domicile de chacun, sans mandat de la justice libanaise, il interpella également les membres de leur entourage. Avec ses assistants —qui s'expriment entre eux en hébreu— il tenta de manipuler les familles."* En outre, détail qui rappelle furieusement la rencontre entre Mehlis et Eter à Malte en 1990, *"Lehmann proposa à un des quatre généraux incarcérés de le libérer s'il acceptait de porter un faux témoignage contre un dirigeant syrien."* Meyssan conclut: *"L'enquête de Detlev Mehlis a sombré non seulement dans le ridicule des faux témoins, mais dans l'illégalité de l'arrestation des quatre généraux. [Au point que le Groupe de travail sur les détentions arbitraire du Conseil des droits de l'homme de l'ONU est intervenu pour condamner fermement cet excès de pouvoir.](#)"*



Gerhard Lehmann

Devant [l'ampleur du scandale](#), l'homme, [pressé par son gouvernement](#), se retire de la commission d'enquête avant qu'elle parvienne à son terme.

Cet ensemble d'irrégularités et de manipulations accablantes pour Detlev Mehlis ne sont évidemment pas de nature à diminuer la méfiance que son action pendant le procès de la Belle pourrait inspirer. Bien au contraire, les pratiques auxquelles l'homme s'est abondamment livré en tant que directeur de deux enquêtes extrêmement sensibles dessinent en creux le profil d'un juge ripou dont la fonction serait à l'occasion de dissimuler des affaires

de mensonges d'état.

La contre-enquête du magazine Frontal, en révélant les manipulations du juge Mehlis, et les liens de certains terroristes avec le Mossad, la CIA, ou le BND, ont permis de porter un regard différent sur la planification et le déroulement de l'attentat.

Un autre mystère est encore à éclaircir: pourquoi des messages de revendication ont-ils été émis, ce qu'aucun pays n'a contesté, depuis Tripoli, dans les jours précédant et suivant l'attentat ? Un ex agent du Mossad a peut-être donné la réponse à cette question.

Le témoignage de l'ex agent du Mossad Victor Ostrovski



Victor Ostrovski

Victor Ostrovski est un ancien agent opérationnel du Mossad qui a travaillé pour l'agence de renseignement israélienne de 1982 à 1986. Animé au départ par l'idéal nationaliste et persuadé de la conduite irréprochable de l'état d'Israël, peu à peu il déchanté et est scandalisé par « *la corruption des idéaux, le pragmatisme qui se regarde le nombril, couplés à (...) la convoitise, et un manque de respect total pour la vie humaine* », il démissionne et ressent le devoir de révéler les dessous de quelques unes des opérations les plus impressionnantes du Mossad. Cela donne deux livres aux contenu explosif : [By Way of Deception en 1990](#), et [Other Side of Deception](#), en 1995.

Dans le second de ces deux livres, Ostrovski consacre un long développement à une opération particulièrement osée menée par le Mossad sur le sol Libyen au début de l'année 1986.

Les quatre paragraphes suivants sont une traduction ramassée [du récit d'Ostrovski](#).

« Début 1986, le Mossad, toujours en quête d'idées nouvelles et audacieuses pour mettre en difficulté ceux qu'il considère comme les ennemis d'Israël les plus dangereux, imagine d'implanter un émetteur en plein cœur de Tripoli par le biais duquel de fausses informations compromettantes pourraient être envoyées. Ces émissions seraient codées et emprunteraient une fréquence gouvernementale libyenne. Interceptées et déchiffrés par les stations d'écoute occidentales, elles seraient interprétées comme des preuves de la responsabilité de Kadhafi, en cas d'attentat terroriste

« Shimon » (Peres?) donne son feu vert à l'opération qui est déclenchée le 17 février. En pleine nuit, deux navires de guerre israéliens se dirigent vers l'ouest, en longeant au plus près la limite des eaux territoriales libyennes. Parvenus au niveau de Tripoli ils ralentissent et mettent à l'eau un commando de 12 hommes. Installés dans deux vedettes basses très rapides, ils cinglent vers la côte. Parvenus à deux miles, une partie du commando se met à l'eau dans de petits sous-marins, l'autre reste au large pour fixer le point de rendez-vous. Parvenus près du rivage, deux hommes restent pour garder les sous-marins, et les 4 autres débarquent l'émetteur qui est logé dans un cylindre de six pieds de long et 6 pouces de large. Ils se dirigent alors vers la route côtière toute proche et tombent sur un homme en train de réparer une roue crevée. C'est en fait un combattant du Mossad qui les attend. Quand il les aperçoit, il cesse son mime et leur ouvre les portes arrières de la camionnette. Aussitôt les hommes font route vers le centre de Tripoli. Pour que le signal de l'émetteur soit confondu, il faut qu'il soit situé au plus près des sources d'où sont ordinairement émis les messages gouvernementaux libyens. Pour ce faire, le combattant du Mossad a loué depuis quelques mois un appartement situé sur la rue de Al Jamhuriy, à trois pâtés de maison des baraquements de Bab al Azizia qui hébergeaient le quartier général et le lieu de résidence de Kadhafi. La camionnette pénètre dans l'immeuble et les hommes du Mossad, changés en civils, montent au dernier étage le Troyen qu'ils ont pris soin d'enrober dans un tapis.

« Rapidement ils installent le dispositif, puis font le voyage aller en sens inverse. Au petit matin les 12 hommes

du commando sont au large, sans avoir été repérés. Le combattant du Mossad demeure sur place pour surveiller le Troyen. Celui-ci est censé exploser violemment en cas d'intrusion. Quelques jours plus tard, le Troyen commence à émettre des messages « officiels » libyens tous plus inquiétants les uns que les autres concernant des projets d'actions terroristes. Tous ces messages sont volontairement chiffrés par le Mossad pour leur donner plus de crédibilité.

« Plusieurs de ces messages, envoyés dans les jours précédant et suivant l'attentat de la discothèque la Belle, qui survient deux mois plus tard, évoquent l'attentat. Ceux-ci sont interceptés par les Etasuniens, qui, comme l'espéraient les Israéliens, sont parvenus à en briser le chiffre. »

Victor Ostrovski fait le bilan de l'opération : *« L'opération Troyen fut l'un des succès les plus éclatants du Mossad. Il entraîna le bombardement aérien de la Libye, bombardement qui eut trois conséquences importantes : Un, il fit capoter l'accord sur la libération des otages étasuniens au Liban, conservant au Hezbollah son statut d'ennemi numéro un de l'Occident ; deux, ce fut un message envoyé à tout le monde arabe, les convaincant de la véritable position des Etats-Unis d'Amérique dans le conflit israélo-arabe ; trois, cela améliora brillamment l'image du Mossad en interne, puisque c'était eux, grâce à une opération ingénieuse, qui avaient poussé les USA à faire ce qu'il fallait faire »*

Crédibilité du témoignage d'Ostrovski

La question de la crédibilité d'un tel témoignage se pose évidemment. En considération de la nature de la source, c'est à dire un ex agent du Mossad, ce n'est pas le genre de témoignage qui se croise aisément.

Nombre d'arguments penchent néanmoins en la faveur de la crédibilité de l'homme. D'abord, la réaction d'une extrême vigueur du gouvernement israélien. Lorsque l'agent du MI5 Peter Wright fit paraître un livre de révélations sur les agissements des services de renseignements de l'Angleterre, [Spycatcher](#), le gouvernement britannique réagit vigoureusement, montrant ainsi indirectement que les informations dévoilées par cet agent avaient du poids. Une publicité énorme fut donnée au livre qui devint un best seller dont aucune des révélations n'ont été démenties depuis. Le gouvernement israélien commit la même erreur. Plutôt que de l'ignorer, inquiet et piqué, il tenta tous les recours pour en empêcher la parution. Isser Harel et Meir Amit, deux anciens dirigeants du Mossad, donnèrent du crédit à Ostrovski en le présentant comme une menace pour la sécurité nationale.



l'historien Gordon Thomas

Gordon Thomas, auteur de [l'Histoire Secrète du Mossad](#), rapporte ainsi l'histoire de la parution du livre d'Ostrovski : *« (Ses deux livres) ont levé un important coin du voile sur le fonctionnement interne du Mossad. On y décrivait les méthodes opérationnelles du service et nommait de nombreux agents encore en activité ; il est possible qu'il ait compromis certains au fil de ses révélations vengeresses, persuadé qu'il était d'avoir été plus qu'injustement traité lors de son éviction du Mossad. »* (Thomas, histoire secrète du Mossad, p 281) Les réactions furent vives en Israël et dans les rangs du Mossad : *« Ostrovski fut la cible d'une importante campagne de dénigrement dans le groupe Mirror, et aussi dans Maariv, le grand journal du soir de Tel Aviv racheté par Maxwell, où il fut abondamment traité de mythomane, de calomniateur et de faux ami d'Israël. Or, pour avoir épluché ces deux livres, les membres les plus haut placés des services secrets israéliens savaient que l'essentiel de ces informations étaient véridiques. »* (Thomas, p 283)

Sur l'affaire Ostrovski on peut aussi citer Gilad Atzmon, dans [La Parabole d'Esther](#), récemment paru aux éditions Demi Lune *« Je considère comme crédible le témoignage d'Ostrovski. Comme nous le savons, le gouvernement israélien a recouru à tous les moyens possibles et imaginables pour empêcher la publication de ses livres. »* A l'appui de cette assertion Atzmon rappelle [cette réaction d'un éditorialiste israélien de renom, Joseph Lapid](#), qui



l'essayiste Gilad Atzmon

devait devenir par la suite ministre de la justice du gouvernement d'Ariel Sharon : *« Ostrovski est le Juif le plus félon de toute l'histoire juive moderne. Il n'a pas le droit à la vie, sauf s'il est prêt à rentrer en Israël et à y affronter la justice. (...) je dis les choses exactement comme je les pense. Malheureusement le Mossad ne peut pas s'en charger, parce que nous ne pouvons pas mettre nos relations avec le Canada en danger. Mais j'espère qu'il y a un Juif honnête, au Canada, qui le fera pour nous. (...) Cela ne serait que justice pour un homme qui a fait la chose la plus horrible à laquelle un Juif puisse penser, à savoir vendre l'Etat juif et le peuple juif à nos ennemis, pour de l'argent. Il n'y a rien de pire qu'un être humain puisse faire, si tant est qu'Ostrovski puisse être qualifié de la sorte. »* Et Atzmon d'appuyer : *« Un journaliste israélien, futur ministre de la Justice israélien, exprime ici les opinions les plus scandaleuses. Il encourage un coreligionnaire juif à perpétrer un assassinat au nom de la fraternité juive. En bref, non seulement Lapid confirme les révélations d'Ostrovski sur le monde invisible des sayyanim, mais il confirme l'opinion de Weizmann, selon qui, d'un point de vue sioniste, il n'existe pas de Canadiens juifs, mais uniquement des Juifs résidant au Canada. Toutefois Lapid affirme aussi qu'un juif vivant au Canada devrait se comporter en assassin, au service de ce qu'il considère comme la cause juive. »*

[La campagne de dénigrement médiatique](#) dont fut l'objet Ostrovski au Canada et aux Etats-Unis à l'occasion de la parution de son livre est encore un autre indice de sa crédibilité. Si Ostrovski fut invité à de nombreuses émissions de radio ou de télévision (en raison du scandale et du succès de son livre), il était presque toujours confronté à un « intellectuel » visiblement très soucieux de la réputation d'Israël, qui lui était hostile, et qui souvent n'avait pas lu son livre. Le format court des émissions l'empêchait de développer suffisamment son propos. Ce traitement médiatique n'a rien d'exceptionnel aux Etats-Unis ou le lobby pro-israélien (voir le livre de Mearsheimer et Walt, qui en donne un compte-rendu édifiant), exerce une influence considérable sur toute une partie du volet proche et moyen-oriental de la politique étrangère étasunienne, veille au grain pour chasser toutes les sorcières qui se hasardent à critiquer la politique d'Israël.

Ici prend fin la seconde partie de cette étude sur la belle. La semaine prochaine, nous évoquerons l'indemnisation par la Libye des victimes de la Belle en 2004, et nous essaierons de réévaluer les responsabilités des différents états évoqués dans la planification et la mise en œuvre de cet attentat.

François Belliot, pour l'Observatoire Des Mensonges d'État

[1] John Goetz, dans le numéro de Covert Action de printemps 1996 était déjà arrivé à la conclusion, en étudiant des archives du KGB, qu'Abu Jaber était un informateur de la CIA et qu'il s'était entretenu avec son agent correspondant deux jours avant l'attentat pour y fixer le prix de l'opération à 30000 dollars.

Posted in [Uncategorized](#) | [Leave a comment](#)

L'attentat de La Belle en avril 1986, 1er casus belli contre la Libye de Kadhafi. Partie 1

Posted on [mai 10, 2012](#) by [admin](#)

Après s'être penché sur [l'incident de Mukden de 1931](#), [l'affaire Thornton de 1846](#), et [l'assassinat du président Boudiaf en 1992](#), l'Observatoire Des Mensonges d'Etat s'intéresse à l'attentat de la discothèque la Belle survenu dans la nuit du 5 au 6 avril 1986 à Berlin-ouest, qui eut pour conséquence le bombardement de la Libye par les Etats-Unis 10 jours plus tard. Au vu de la complexité de l'affaire, l'ODME divisera son étude en trois parties qui seront publiées sur trois week-ends. Dans cette première partie, nous racontons l'attentat, l'expédition punitive étasunienne subséquente, et nous replaçons l'événement dans son contexte historique.

Introduction

Souvent dans les affaires de terrorisme d'état la vérité ne se dessine que par bribes, et des années, des décennies doivent s'écouler avant que le puzzle du déroulement des événements commence à ressembler à ce qui s'est réellement passé. Cette vérité s'applique à merveille à l'affaire la Belle, du nom de la discothèque de Berlin-ouest frappée par un attentat à la bombe dans la nuit du 5 au 6 avril 1986. Les dates clés de cette étude seront 1970, 1981, 1985, pour les événements antérieurs associés les plus significatifs ; et 1990, 1995 1998, 2001, 2004, pour les événements postérieurs associés.

Je commencerai par raconter l'attentat, j'en développerai ensuite les conséquences immédiates avec le bombardement de la Libye par les Etats-Unis qui survient 10 jours plus tard en représailles. Puis j'essaierai d'éclairer l'événement à la lueur des relations diplomatiques houleuses dans la décennie qui précède entre les Etats-Unis et la Libye, qui ne manquent pas en signes avant coureurs, tant de l'attentat, que des bombardements des Etats-Unis qui interviennent dans la foulée.

J'entrerais ensuite dans l'histoire de l'enquête, qui est peu commune en termes de rebondissements et révélations spectaculaires. Je tâcherai pour finir de réévaluer les responsabilités de l'attentat. J'avertis à l'avance mon lecteur qu'il existe finalement trop peu d'éléments pour trancher dans un sens ou dans un autre. Une seule chose de certaine dans cette histoire: alors que l'histoire a reconnu la culpabilité unique de la Libye, cette dernière n'a peut-être rien à voir dans la mise en œuvre de l'attentat.

L'attentat

L'attentat de la discothèque la Belle survient le 6 avril 1986, à 1h40 du matin. L'établissement, situé à Berlin-ouest, est très fréquenté par des soldats étasuniens. La bombe de deux kilos a été placée près du poste du disc-jockey, sous une table, tout proche de la piste de danse. Elle est composée [d'explosifs, de clous et de mitraille](#), et commandée par un détonateur électronique. La discothèque est bondée quand l'explosion se produit. 2 personnes meurent sur le coup. 230 autres sont blessés. Certaines ont des membres arrachés. Une autre décèdera de ses blessures quelques jours plus tard. Parmi les victimes, on compte 50 soldats étasuniens.

L'attentat n'est pas revendiqué, mais un message radio de satisfaction émanant de Tripoli disant « *Un événement vient d'avoir lieu, vous allez être contents du résultat* », est intercepté par les stations d'écoute de l'OTAN et les navires étasuniens croisant en Méditerranée, et met les Etats-Unis sur la piste de la Libye. « *Le chien fou du Moyen-Orient* », [comme l'appelait Ronald Reagan](#) a commis la provocation de trop et doit donc être puni dans les plus brefs délais

L'opération El Dorado Canyon et le bombardement de la Libye, 10 jours plus tard

Les mois qui précèdent l'attentat de la Belle sont particulièrement riches en terme de terrorisme, avec plusieurs attentats imputés par l'administration étasunienne aux Libyens. Le président Reagan ne souhaitant cependant pas s'engager dans une guerre avec la Libye sans casus belli en béton armé ([voir Hersch](#)), s'était contenté de dénonciations et de menaces. Avec les messages de revendication interceptés émis depuis Tripoli, il pense avoir un pistolet fumant plus que convaincant, et donne son feu vert au lancement de représailles. Le 7 avril, l'ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne de l'ouest, révèle publiquement ces liens étayant la responsabilité de la Libye dans l'attentat. Les policiers en charge de l'enquête déclarent quant à eux ne disposer d'aucune preuve allant dans ce sens, le chef de la police anti-terroriste à Berlin allant jusqu'à rejeter une semaine plus tard « *la supposition d'une responsabilité exclusive des Libyens* ». Les messages interceptés sont cependant jugés assez convaincants pour lancer une vaste opération de représailles, qui portera le nom d'El Dorado Canyon.

Le 14 avril, [à l'occasion d'un discours à la nation](#), le président Reagan fait cette déclaration sans concession : « *La preuve de l'implication de la Libye dans l'attentat de la Belle est directe, elle est précise, elle est irréfutable. Nous avons des preuves solides concernant d'autres attaques planifiées par Kadhafi.(...) Nous, Américains, sommes lents à la colère. Nous recherchons toujours des voies pacifiques avant de recourir à la la force, et nous les avons cherchées. Nous avons essayé la diplomatie discrète, la condamnation publique, les sanctions économiques, et les démonstrations de force militaires... et toutes ces voies ont échoué.* » Cette campagne de représailles augure par ailleurs le concept de « guerre préventive » puisque c'est la première fois que les Etats-Unis avancent, comme partie du casus belli « *la nécessité de se prémunir contre des dangers futurs* ». Margaret Thatcher produira le lendemain du bombardement [un discours devant la chambre des communes](#) apparemment calqué sur celui de son homologue étasunien.

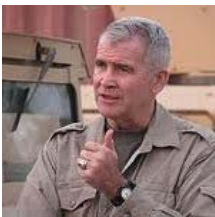
De nombreux pays européens, parmi lesquels la France, l'Italie, et l'Espagne, refusent de participer à l'opération et interdisent aux avions étasuniens de survoler leur territoire. Le dossier leur semble en effet présenter un certain nombre d'anomalies : ce n'est pas du tout dans les manières de Kadhafi que d'envoyer des messages radios de satisfaction, et pour ce genre d'affaires sensibles il procède toujours par écrit. Ces messages interceptés sont systématiquement confirmés par le Mossad qui les reprend parfois dans les mêmes termes. Par ailleurs, Kadhafi, en défenseur des minorités qu'il se revendique, n'aurait jamais accepté qu'on prît pour cible une discothèque habituellement fréquentée par des soldats étasuniens noirs, ce qui était le cas de la discothèque la Belle.

La planification de l'ensemble des opérations est confiée [à l'amiral Poindexter](#)

et son conseiller Oliver North, également en charge à l'époque [du financement des escadrons de la mort « contras »](#) au Nicaragua¹. La principale difficulté de l'opération consiste à synchroniser l'arrivée sur zone des bombardiers. La France, l'Italie, et l'Espagne, ayant refusé le survol de leur territoire, le corps expéditionnaire dont une partie doit décoller depuis l'Angleterre doit contourner le continent européen et passer par le détroit de Gibraltar. Noam Chomski rapporte par ailleurs dans [De la Propagande](#) ce détail étonnant : les planificateurs de cette expédition de représailles ont voulu que les bombardements interviennent juste avant les journaux du soir sur la côte est des Etats-Unis, pour les retransmettre pratiquement en direct dans les journaux télévisés du soir: « *Le bombardement de la Libye intervient à 19 heures précises; eastern standard time, et ce n'était pas anodin. C'était l'heure des journaux du soir des trois chaînes de télé. Cela signifiait que l'administration Reagan avait tout le temps qu'elle voulait. Pour commencer, gros plan sur les événements excitants survenus à Tripoli et à Benghazi... les*



M Poindexter



Oliver North

lumières qui s'éteignent, les bombes qui tombent, quel truc super! Puis séquence à Washington, où le gouvernement annonce que ce qui se passe est de la « légitime défense contre une attaque future ». ils contrôlent l'histoire pour l'essentiel pendant la première heure, après tout est fini. Quelques questions nous viennent à l'esprit. Comment se fait-il que le bombardement ait eu lieu à 19 heures précises, au moment où les trois chaînes lancent leurs journaux? Ca n'a pas été facile. le vol dure 6 heures depuis l'Angleterre. Impossible d'aller en droite ligne car les pays continentaux leur avaient refusé le survol. Ils étaient opposés à ces bombardements. Il a donc fallu traverser l'Atlantique et la Méditerranée. Ils y sont arrivés à 19 heures tapantes. Le premier grand crime de l'histoire qui ait été minuté pour passer au journal du soir. La deuxième question est la suivante: comment se fait il que les chaînes de télé aient été là? ABC a-t-elle un bureau à Tripoli? Elles étaient là car on leur avait dit: soyez prêtes à 2 heures du matin, heure libyenne. Nous allons vous monter un petit spectacle. C'est ainsi que les chaînes furent informées de cet événement excitant. Personne n'était censé le remarquer. » (p 75)

Vers 2 heures du matin, les bombardiers parviennent à peu près au même moment en vue des côtes libyennes, et, en l'espace d'une demi heure, larguent 60 tonnes de bombes sur des cibles militaires de Tripoli et de Bengazi, parmi lesquelles, des casernes, des aéroports et des réseaux de défense aérienne. [Une soixantaine de Libyens](#) périssent dans les bombardements, 2000 autres sont blessés. L'opération peut être considérée comme un échec, dans la mesure où, comme le précisent les officiels et militaires [interrogés par Seymour Hersch](#) sur cette affaire, le véritable objectif de la mission était de tuer Mouammar Kadhafi. Une de ses filles périt d'ailleurs dans les bombardements, et des membres de sa famille sont rudement secoués par les explosions. Kadhafi quant lui est indemne, peut-être sauvé sur ce coup-là par le gouvernement italien de Bettino Craxi, qui, trouvant le dossier étasunien décidément trop léger et douteux, [décide de l'avertir de l'imminence du bombardement](#), par la voie de son ministre des affaires étrangères, Giulio Andreotti. Une des raisons de l'échec de l'opération tient peut-être au choix des bombes à guidage laser GBU-10 pour atteindre depuis des bombardiers F111F le quartier de Bab al Azizya où résidait Kadhafi. Sur 4 des bombardiers le système de guidage [se révèle défectueux](#) et 16 GBU-10 ne peuvent être larguées. Une autre GBU-10 par ailleurs manquera sa cible, tombant sur un quartier résidentiel et faisant de nombreuses victimes civiles. C'est le début de l'ère des frappes chirurgicales et le chirurgien a encore les mains tremblantes et le regard un peu flou.



le bombardier F111F



la bombe GBU-10 à guidage laser

Réactions de la communauté internationale

Peu de pays à l'époque soutinrent l'opération El Dorado Canyon, et beaucoup la condamnèrent. Le 20 novembre, [un texte de résolution condamnant le bombardement de la Libye](#) est déposé au conseil de sécurité de l'ONU. Ce texte dénonce l'opération comme « *une violation de la charte des Nations Unies* », demande des « *réparations pour les dégâts matériels et les pertes humaines* ». Au conseil de sécurité le projet de résolution est soutenu par la Bulgarie, la Chine, le Congo, le Ghana, Madagascar, la Thaïlande, Trinidad et Tobago, l'URRS et les Emirats Arabes Unis. S'y opposent l'Australie, le Danemark, la France, l'Angleterre, et les Etats-Unis. Le ratio est de 9 contre 5 mais les trois derniers pays ayant mis leur veto, cette démarche demeure sans suite. De leur côté, l'Union Africaine et le mouvement des non alignés dénoncent eux aussi le bombardement de la Libye.

Bref, une très large majorité de pays se sont élevés contre cette expédition punitive, et les “preuves irréfutables” promises par Reagan et Thatcher, les messages de revendications interceptés ne pouvant être considérés comme tels, n'ont jamais été avancées.

Contexte historique de l'affaire

Si on faisait disparaître l'attentat de la Belle des livres d'histoire, pour ne garder que l'opération El Dorado Canyon, on s'apercevrait que la campagne de bombardement de la Libye n'est que le bouquet final d'une série de provocations étasuniennes à l'encontre de la Libye. Les pays qui ont voté la résolution de l'ONU condamnant cette opération de représailles avaient certainement à l'esprit que ce n'était pas la première fois que les Etats-Unis en voulaient, menaçaient ou agressaient ce pays.

Une des premières décisions de Mouammar Kadhafi quand il accède au pouvoir en 1969, est de fermer les deux bases militaires des Etasuniens et des Britanniques sur le sol libyen.

Quelques années plus tard, il décide la nationalisation des compagnies pétrolières, coup particulièrement rude pour les Etasuniens puisque 13 des 20 sociétés oeuvrant sur place sont à eux.

Dans les années 80 la Libye faisait partie des pays considérés par les Etats-Unis comme des dangers pour leur sécurité. Kadhafi se répandait en discours incendiaires contre les puissances impérialistes, parmi lesquelles les Etats-Unis figuraient en place de choix. Il avait conclu une alliance stratégique avec l'URSS, et avait reçu des instructeurs et du matériel militaire de la part de la superpuissance de [l'île du monde](#)². Il manifestait une hostilité déclarée et totale à l'encontre d'Israël, le plus proche allié des Etats-Unis avec l'Angleterre. Par ailleurs Kadhafi, dans sa stratégie anti-impérialiste, n'hésitait pas à financer les groupes terroristes dans le dessein de nuire aux puissances impérialistes, il finançait par exemple l'IRA contre l'Angleterre, l'ETA contre la France et l'Espagne, et l'OLP contre Israël.

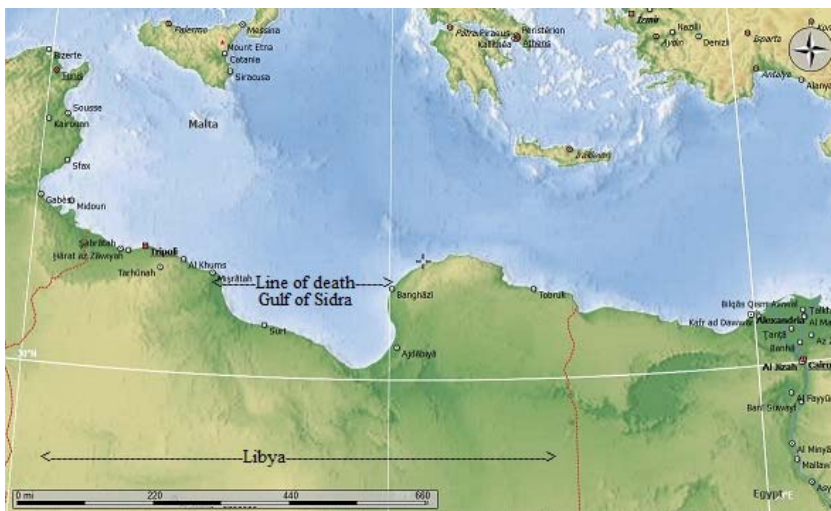
En décembre 1979, suite à l'incendie de l'ambassade des Etats-Unis par des manifestants en colère, la Libye est placée sur la liste des états terroristes récemment créée.

L'escalade commence vraiment en 1981, avec l'accession de Ronald Reagan au pouvoir. En politique étrangère, l'homme est partisan, tout en s'inscrivant dans les mêmes rails impérialistes que ses prédécesseurs, de positions plus fermes et belliqueuses en politique étrangère. Sous son premier mandat, [355 milliards de dollars](#) supplémentaires sont injectés dans le budget de la Défense (celui-ci passant progressivement de 444 milliards de dollars annuels à 580 milliards). Concernant la Libye, dès l'accession de Reagan au pouvoir, des plans d'attaque divers et des opérations de désinformation sont échafaudés :

En mars 1981, le secrétaire d'état Haig déclare que la Libye accueille des camps d'entraînement pour terroristes.

En mai 1981, les Etats-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec la Libye.

Le 19 août 1981, surviennent les premiers incidents du golfe de Sidra. Le colonel Kadhafi avait décrété une « ligne de la mort » s'étendant de Misrata à l'ouest, à Benghazi à l'est, étendant de ce fait la ligne des eaux territoriales libyennes à tout le golfe de Sidra, dix fois au-delà par endroits des 12 miles fixés par certaines conventions maritimes. En représailles, depuis les années 1970, la marine étasunienne effectuait régulièrement des exercices militaires dans cette zone. Ces opérations s'intensifient avec l'arrivée de Reagan au pouvoir. Ce 19 août sont lancés des exercices de très grande ampleur, auxquels participe pour la première fois un porte-avions de classe Nimitz. A la frontière de la « ligne de la mort », des escadrons de chasseurs se croisent dangereusement, et deux chasseurs libyens sont descendus par des F14 tomcats. Suite à cette opération, la Libye accuse les Etats-Unis de terrorisme international.



carte marquant la « ligne de la mort » tendue entre Misrata et Benghazi

Pour noircir la réputation de Kadhafi, à la même époque, la CIA multiplie les fausses révélations (voir [l'article de Hersch](#)) pour lui forger une réputation de chef du terrorisme mondial.

Le 6 décembre 1981, l'attaché à la défense de l'ambassade des EU à Paris est assassiné. Le lendemain, Reagan déclare avoir la preuve de la culpabilité de la Libye et l'accuse d'être le chef du terrorisme mondial. Le 11, il demande aux 1500 ressortissants étasuniens présents sur place de quitter le sol libyen

En mars 1982, les Etats-Unis décrètent un embargo sur les exportations de pétrole brut.

En octobre 1984, ils accusent la Libye d'avoir posé des champs de mines dans la mer rouge.

Le 3 novembre 1985 le Washington Post rapporte que Reagan a autorisé une opération secrète visant à déstabiliser le régime de Kadhafi.

[Hersch](#) rapporte que pendant toutes ces années, divers plans sont imaginés pour renverser Kadhafi.

[Le 27 décembre 1985](#) des attentats coordonnés sur Rome et Vienne font 19 morts (dont 5 étasuniens) et 110 blessés, les Etats-Unis accusent le groupe d'Abu Nidal ([dont on sait à présent qu'il était contrôlé par le Mossad](#)) et une assistance financière de la Libye.

En janvier 1986 les Etats-Unis gèlent une partie des avoirs Libyens à l'étranger.

Le 24 et le 25 mars 1986, l'armée étasunienne organise le plus vaste exercice militaire jamais mené à la frontière de la ligne de la mort. Pas moins de trois porte-avions, escortés de 30 navires de guerre y participent. La 6ème flotte attaque 4 navires de guerre libyens et coule deux d'entre eux. Des batteries SAM

sont également bombardées. La Libye ne contre attaque pas.

L'attentat de la discothèque la Belle survient 10 jours plus tard le 5 avril, et la campagne de bombardement de la Libye 20 jours plus tard.

Au moment où l'événement se produit, en conséquence, les Etats-Unis ont multiplié depuis des années les provocations et les déclarations belliqueuses envers la Libye (pour encore plus de détails consulter [ce lien](#)). Imaginons un seul instant si des navires libyens faisaient régulièrement des exercices militaires dans le golfe du Mexique en face de la Nouvelle Orléans, et prenaient un malin plaisir à frôler ou franchir la ligne des eaux territoriales étasuniennes. Les Etats-Unis lui déclareraient immédiatement la guerre et anéantiraient dans l'instant la flotte téméraire. Il est à noter que [la convention](#) réglant la distance des eaux territoriales à 12 miles, dont la première version date de 1982, [n'a jamais été ratifiée par les Etats-Unis](#), et qu'il est impossible de s'approcher (et encore moins de faire des exercices militaires) à 12 miles des côtes étasuniennes. Par ailleurs, les six mois précédant le bombardement sont marqués par une recrudescence des initiatives étasuniennes hostiles à la Libye, à chaque fois qu'un attentat se produit en Europe, comme le double attentat des aéroports de Vienne et de Rome fin 1985, les Etats-Unis (sans avancer de preuve) cherchent à le mettre sur le dos de la Libye de Kadhafi.

Si l'on considère par ailleurs, qu'il était fréquent pendant ces années que les services de renseignement favorisent la diffusion de fausses informations sur Kadhafi et certaines de ses actions, de manière à provoquer des casus belli, ou rendre acceptables les tentatives d'assassinats à son endroit, il n'est pas du tout impensable que des agents de la CIA aient participé au montage d'un attentat terroriste sous fausse bannière dans une discothèque de Berlin-ouest.

Hypothèse d'autant plus plausible, que, comme on le voit, les Etats-Unis avaient infiniment plus d'intérêt à monter un attentat sous fausse-bannière qui serait imputé à la Libye, que celle-ci n'en avait à tuer des soldats étasuniens dans une discothèque de Berlin-ouest. Du reste, comme nous le verrons un peu plus loin, tout indique que les informations sur lesquelles se basèrent Reagan et Thatcher pour bombarder la Libye et tenter d'assassiner Kadhafi ressortissaient à de la manipulation.

Passons maintenant à l'enquête, qui s'ouvre 4 ans après les faits.

Ici prend fin la première partie de cette étude sur l'attentat terroriste de la Belle. La semaine prochaine, nous entrerons dans le détail de l'enquête qui s'ouvre en Allemagne en 1990, sous la direction de Detlev Mehliis.

¹Cette affaire est trop complexe pour être développée dans cet article. En quelques mots, voici ce qu'a dit Richard Brenneke, « le plus haut responsable en charge des fonds que la CIA réservait à ce type d'opérations », à Gordon Thomas : « L'argent des armes vendues aux Iraniens était utilisé pour acheter de la drogue en Amérique du sud. La cocaïne était transportée par bateau jusqu'aux Etats-Unis pour y être vendue à la mafia. L'argent était ensuite utilisé pour vendre des armes aux Contras ». (histoire secrète du Mossad, p 604)

²Expression de Mckinder désignant l'ensemble géographique formé par l'Afrique, l'Asie, l'Europe, et quelques îles voisines comme le Japon ou le Royaume Uni. Cet ensemble peut-être qualifié d' »l'île du monde « en ce que c'est le plus gros ensemble continental sur une planète recouverte aux neuf dixièmes par les océans.

Posted in [Mensonges d'etat](#) | [Leave a comment](#)

L'assassinat du président algérien Mohamed Boudiaf le 29 juin 1992

Posted on [mars 15, 2012](#) by [admin](#)

L'assassinat du président algérien Mohamed Boudiaf le 29 juin 1992

Après avoir initié la *série japonaise* avec [l'incident de Mukden de 1931](#) et la *série étasunienne* avec [l'affaire Thornton de 1846](#), nous voulions à l'Observatoire Des Mensonges d'Etat nous associer à notre façon aux

commémorations du 50ème anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, en posant le premier jalon de la *série algérienne*. L'assassinat du président Mohamed Boudiaf à Annaba le 29 juin 1992, est un des points de départ des « années de sang », et de la « guerre civile » qui fera des dizaines de milliers de morts pendant les années 1990, et constitue une étape cruciale dans le processus de confiscation de la démocratie en Algérie par le clan des officiers « janviéristes ».

Sources de l'article

Quoique la lumière soit loin d'être complètement faite sur cet assassinat, les dessous de l'affaire Mohamed Boudiaf, du nom de ce plus éphémère de tous les présidents de la République Démocratique d'Algérie, sont bien connus grâce aux nombreux et circonstanciés témoignages de poids qui se sont accumulés au fil des années de la part de personnages proches du « système », comme les Algériens l'appellent, ou de ses pratiques, qui ont fui l'Algérie pour ne plus avoir à tremper dans ce qu'ils dénoncent comme des crimes qui dépassent l'entendement humain. Parmi ces témoignages, importe particulièrement celui de Mohamed Samraoui, ancien colonel du Département de Renseignement et de Sécurité (DRS), les services secrets algériens, qui dans ses *Chroniques des années de sang* (CAS, Denoël, 2003), donne nombre de détails sur cet épisode charnière dans l'entreprise d'accaparement du pouvoir par les généraux algériens à cette époque. Habib Souadïa, ancien capitaine des forces spéciales algériennes, auteur de *la sale guerre* (La Découverte, 2001) abonde dans le sens de l'assassinat organisé par les généraux. Cette histoire est détaillée dans le livre de Jean Baptiste Rivoire et Lounis Aggoun paru en 2004, *Françalgérie, crimes et mensonges d'état* (la Découverte), et celui du même Aggoun en 2010, *la colonie française en Algérie, 200 ans d'inavouable* (la découverte). Le [MAOL, Mouvement Algérien des Officier Libres](#), un collectif d'officiers algériens qui a fui la dictature et entrepris de compiler et mettre en ordre de multiples témoignages accablants de premier plan a donné en 1999 [une version très complète](#) des innombrables anomalies dont la version officielle est entachée.

Le présent article est une compilation de ces divers travaux et témoignages. Pour encore plus de détails, nous invitons le lecteur à se rendre sur le site [Algeria-watch](#), qui centralise toutes les informations relatives aux crimes et atteintes graves aux droits de l'homme commises par la junte militaire qui a confisqué l'indépendance de l'Algérie en 1992 en interrompant le processus électoral.

Contexte historique et politique de l'assassinat

Le 26 décembre 1991, le Front Islamique du Salut (FIS), gagne haut la main le premier tour des élections législatives, avec 41% des votes. 232 sièges sur 430 lui sont d'ores et déjà attribués. Après le deuxième tour, le FIS a toutes les chances de rafler la quasi totalité des sièges à l'assemblée nationale. Situation inadmissible pour les généraux algériens et nombre de démocrates qui craignent la mise en place d'une théocratie islamique sur le modèle iranien. Au lendemain du premier tour, le ministre de l'intérieur Larbi Belkheir s'exclame : « un état islamique en Algérie ? Jamais ! » Certains partis souhaitent la tenue du second tour, soulignant que « quiconque accorde le moindre crédit aux principes de la démocratie n'a pas le droit de changer les règles du jeu » (FCME p242). Le président Chadli Bendjedid est lui aussi favorable à la poursuite du processus électoral. Ce dernier organise des négociations secrètes avec le FIS et le FLN pour organiser la cohabitation. Condition posée par le FIS : le limogeage des généraux Khaled Nezzar, Larbi Belkheir, et Toufik Médiène, dont ils jugent qu'ils sont à la racine du mal qui ronge l'Algérie. Ignorant la réalité du rapport de forces dans lequel il se trouve, Bendjedid accepte le marché. Les généraux qui possèdent sur lui des dossiers compromettants, décident de le pousser discrètement vers la sortie. C'est chose faite le 10 janvier, dans un contexte politique électrique. Lisant une lettre écrite par ses marionnettistes, le président annonce sa démission à la télévision. Dans la foulée, alors que cela aurait dû être au président du Conseil constitutionnel d'assurer l'intérim pendant 4 jours, le pouvoir passe entre les mains du Haut Conseil de Sécurité (HCS). « Les membres du HCS sont le président de la République, le président de l'assemblée populaire nationale, le chef du gouvernement, le ministre de la Défense nationale, le

ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre de la justice, et le chef d'état major de l'ANP. Les deux premiers ayant démissionné, le HCS est composé de 6 personnes, dont trois généraux : Sid Ahmed Ghazali, Khaled Nezzar, Lakhdar Brahimi, Larbi Belkheir, Habib Benkhelil et Abdelmalek Guenazïa » (FCME p253). Le 12 janvier, 4 jours avant la date prévue pour les législatives, tombe ce communiqué du HCS : « convoqué en session immédiate, le HCS, après avoir pris acte du vide institutionnel de la conjonction de la vacance de la présidence de la République par démission, et de l'assemblée populaire nationale par dissolution, a constaté l'impossibilité de la poursuite du processus électoral et décidé de siéger sans discontinuer ». Les généraux « janviéristes », comme on les appellera par la suite, viennent de réussir leur coup d'état. Leur seule préoccupation est à présent de placer un pantin crédible à la tête du Haut Comité d'Etat (HCE), mis en place le 14 janvier en relais du HCS (comité de 5 personnalités dans lequel de la liste précédente demeure seulement le ministre de la défense Khaled Nezzar). C'est dans ces conditions qu'est contacté Mohamed Boudiaf, qui a tout du candidat idéal.

L'installation de Mohamed Boudiaf à la tête du Haut Comité d'Etat

Adjudant le l'armée française pendant la seconde guerre mondiale, Mohamed Boudiaf est un membre fondateur du Front de Libération Nationale (FLN), et une figure historique de la guerre d'indépendance de l'Algérie. Opposant de la première heure au régime d'Ahmed Ben Bella mis en place après l'indépendance, il est arrêté et contraint à l'exil dans le sud algérien pendant plusieurs mois. Condamné à mort en 1964, il se réfugie en France puis au Maroc voisin. C'est donc un homme qui vit en exil depuis 28 ans qui est contacté par les généraux pour sauver la démocratie algérienne du chaos.

Le choix peut paraître étrange, mais les généraux n'ont guère le choix. Il leur faut un homme qui ne soit lié à aucune affaire, dont le casier est vierge, et qui ne puisse apparaître comme leur associé. L'homme par ailleurs jouit d'un grand prestige dans la population.

Ce dernier, après moult tergiversations (il est moins dupe de certaines apparences et a plus de caractère que son prédécesseur Bendjedid), accepte. Très vite, les «janviéristes», Khaled Nezzar, Abdelmalek Guenaizia, Mohamed Lamari, Mohamed Mediene, Mohamed Touati, et celui qui est regardé par maints commentateurs comme leur tête pensante, Larbi Belkheir, se rendent compte que l'homme n'a aucunement l'intention d'accepter le rôle de marionnette dans lequel son prédécesseur Chadli Bendjedid se complaisait.

Constatant que la réalité du pouvoir lui échappe, désireux de ne pas se laisser faire, et soucieux des intérêts supérieurs du peuple Algérien qu'il juge manipulé et violenté, Mohamed Boudiaf aussitôt installé, décide de s'attaquer à la corruption, le mal qui ronge dans des proportions terribles l'économie algérienne, et dans laquelle seraient profondément impliqués les généraux janviéristes.

Renseigné par celui qui fut à la tête des renseignements algériens (la Sécurité Militaire, SM) pendant 18 ans, Kasdi Merbah, il apprend que des personnalités du pouvoir, parmi lesquels les généraux ont placé à l'étranger, et en particulier en France, des avoirs de l'ordre de 65 milliards d'euros. Kasdi Merbah lui indique en outre des hommes du Département de Renseignement et de Sécurité (DRS, ex Sécurité Militaire) qu'il juge fiables, pour mener une enquête susceptible de confondre les coupables.

C'est ainsi qu'une équipe de deux officiers enquêteurs, le commandant Mourad et le capitaine Abdelhak, est dépêchée en France. Malgré l'assurance personnelle donnée par le premier ministre Pierre Bérégovoy au président Boudiaf de laisser toute latitude à ces enquêteurs, ceux-ci, invités à Matignon, se retrouvent soudain face à un mur auquel ils ne s'attendaient pas. La justice française refuse finalement de donner les informations demandées. A leur retour en Algérie, dans le mois qui suit, les deux enquêteurs sont successivement assassinés. « Le commandant Mourad, explique Mohamed Samraoui, a été abattu alors qu'il se rendait au domicile de ses beaux parents à Badjarah. Le tueur l'attendait dans la cage d'escalier et a tiré sur lui à bout portant. Le capitaine

Abdelhak, quant à lui, a été abattu alors qu'il était au volant de son véhicule à Blida. Dans les deux cas un vrai travail de professionnel »(CAS p 156) Ces deux meurtres, comme des dizaines d'autres commis auparavant et par la suite sur des militaires « déviants », seront imputés aux islamistes.

Obstruction de la justice française, élimination des enquêteurs nommés par Kasdi Merbah, Mohamed Boudiaf commence à se rendre compte qu'en acceptant la présidence il s'est sans doute jeté dans la gueule du lion.

De leur côté les généraux algériens se rendent compte qu'ils se sont trompés dans le choix de leur cheval, et que s'ils laissent plus longtemps les coudées franches à Boudiaf, ce dernier finira inmanquablement par les démasquer et les traîner devant les tribunaux. Boudiaf, par ailleurs, après l'épisode glaçant de la double élimination de ses émissaires, ne semble pas prêt à relâcher la garde. Au contraire, il se met à envoyer toute une série de signaux inquiétants dans diverses affaires susceptibles de leur porter les coups les plus rudes : l'heure est grave, et il faut agir. C'est Smaïn Lamari, le chef du DRS, qui est chargé de régler les détails de son élimination. Le scénario de l'attentat islamiste sous fausse bannière est d'emblée écarté. Les services chargés de la sécurité du président ne sont en effet pas les derniers venus, et la liquidation pourrait échouer. Le choix est finalement fait de semer la confusion dans ces mêmes services, parmi lesquels on pourra ensuite désigner arbitrairement les coupables. Rien ne sera plus facile, alors, que de les enduire de la nécessaire couche du vernis islamiste.

L'assassinat du président Boudiaf

Le 29 juin 1992, le président Boudiaf se rend à Annaba (ex Bône), centre industriel de l'est algérien et troisième ville du pays, où il doit inaugurer une maison de la culture et tenir une conférence devant un millier de cadres et personnalités de la région. La sécurité du président est habituellement assurée par le SPP (Service de Protection Présidentielle). Or fait unique dans l'histoire des voyages présidentiels, pour cette occasion les hommes du SPP sont épaulés par le GIS, un groupe d'intervention du Département de Renseignement et de Sécurité (DRS). Chargé ordinairement d'opération offensives comme la libération d'otages dans des bâtiments ou des aéronefs, on pourrait le comparer au Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GIGN français). Par ailleurs, Smaïl Lamari, qui a pris la décision de cette innovation, fait en sorte que l'homme-clé de l'assassinat, le sous-lieutenant Boumaârafi, intègre l'équipe du GIS. Cette décision est prise à l'encontre de l'opinion du chef des GIS, le commandant Hamou, lequel se méfie d'un homme qui a la réputation d'avoir des sympathies islamistes, et dont le profil imposant et le caractère bravache (la comparaison avec Rambo est parfois évoquée) ne font pas un modèle de discrétion, qualité indispensable chez les hommes chargés de la protection des hautes personnalités. On peut également imaginer ses réticences à nommer un tel homme à la tête du GIS chargé d'assurer la sécurité du président Boudiaf à Annaba le lendemain aux côtés du SPP (Service de la Protection Présidentielle). Devant l'insistance de son supérieur hiérarchique, le commandant finit par obtempérer la mort dans l'âme, et lui signe un ordre de mission.

L'assassinat survient en pleine conférence, et [devant les caméras de télévision](#). Au moment de son discours où Mohamed Boudiaf prononce les mots suivants, vers 11h30 « Avec quoi nous ont surpassé les autres nations ? Elles nous ont surpassé par la science et la technologie. L'islam... », le sous-lieutenant Boumaârafi dégoupille une grenade qu'il lance sous la tribune. Puis, s'avançant vers le président, il lui vide le chargeur de son Beretta dans le dos et la tête à bout portant. L'homme dans la confusion prend la fuite. Il se débarrasse de son arme, franchit un mur de deux mètres, et se réfugie dans un immeuble situé à 400 mètres. Là, dix minutes plus tard, il charge une petite fille d'aller prévenir la police qu'il compte se rendre. Boumaârafi est arrêté dans la foulée.

Les irrégularités et anomalies relevées le jour de l'assassinat

La sécurité rapprochée du président dans tous les pays est assurée par des hommes de confiance habitués à travailler ensemble depuis longtemps. Membre du GIS, et très fraîchement nommé la veille à l'insistance de Smaïl Lamari, Boumaârafi n'aurait jamais dû se trouver dans le périmètre de sécurité mis en place par le SPP. La

nature de l'arme utilisée pose également problème : [Selon Belaïd Metref](#), ancien officier du protocole de la présidence algérienne : « il n'y a pas plus aberrant que la présence d'un "Mat Beretta" (et Boumaârafi n'était certainement pas le seul à avoir cette arme) lors du discours du président Boudiaf, à la salle de culture de Annaba. » Le Mat Beretta est une arme d'assaut, et ce type d'armes n'est jamais utilisé dans le cadre de la protection d'un président, où que ce soit dans le monde. L'assassin n'aurait donc pas dû avoir une telle arme en sa possession. La réaction des membres du GIS prouve par ailleurs le mal fondé de la décision de les associer exceptionnellement au SPP pour assurer la sécurité président. Habités qu'ils sont aux missions d'assaut, leur premier réflexe après la rafale de mitraillette est de se jeter à terre pour se protéger, alors qu'ils auraient dû se précipiter sur le président pour faire rempart de leurs corps. Autre anomalie, comment l'assassin a-t-il pu prendre la fuite ? Le colonel Samraoui s'indigne : « Fait extraordinaire, aucun membre de la garde présidentielle, forte de pourtant 56 éléments, n'a eu la présence d'esprit de réagir. L'effet de surprise n'explique pas tout, car si l'on peut admettre que la garde rapprochée, pourtant aguerrie, et entraînée à ce genre de situation, bénéficie de cette « excuse », qu'en est-il de la garde éloignée, des vigiles qui surveillaient l'extérieur du bâtiment, les issues, les ruelles adjacentes, etc ? Pourquoi ne sont-ils pas intervenus ? Comment croire que Boumaârafi ait pu quitter la maison de la culture et parcourir les 400 mètres sans être inquiété, alors qu'en principe tous les alentours étaient quadrillés par les services de sécurité. »(CAS p 255)

Que dire également, de la décision de l'assassin de se rendre à la police et non aux militaires ? Toujours [selon le colonel Samraoui](#) « Après l'assassinat de Boudiaf, Boumaârafi devait être abattu à son tour par deux de ses collègues. Doué d'une grande intelligence, il a sauté un mur de deux mètres et s'est livré à la police ». L'homme se serait donc rendu à la police parce qu'il soupçonnait les militaires de vouloir l'abattre dans la foulée de son forfait (voir fin de l'article pour plus d'explications).

Dans les heures suivant l'attentat, alors que le président est encore vivant, tout semble fait pour qu'il n'ait aucune chance de recevoir des soins d'urgence. « L'ambulance présidentielle n'est pas présente sur les lieux de l'attentat, car son chauffeur a reçu l'ordre d'effectuer une mission à plusieurs dizaines de kilomètres de là. Du coup c'est une ambulance de la protection civile qui évacue le corps du président vers... le siège de la wilaya. Sur place il faut attendre trois quarts d'heure l'arrivée de l'ambulance présidentielle, dont le chauffeur, qui ne connaît pas la ville, mettra ensuite près d'une demi heure pour trouver l'hôpital. C'est avec les derniers blessés de l'attentat que le président parvient finalement à l'hôpital à 12h45. Grièvement atteint, il est évacué en avion vers Alger. Il va alors être de nouveau victime de retards incompréhensibles : « le pilote n'avait pas l'autorisation d'atterrir, se souvient Amine, un témoin présent dans l'avion présidentiel. Nous dûmes tourner une dizaine de minutes dans le ciel avant d'avoir le feu vert pour nous poser à l'aéroport militaire de Boufarik »(FCME, p 290).[\[1\]](#)

L'attitude des officiels directement responsables de la sécurité président est éloquente. Ni Smaïl Lamari, ni Toufik Médiène, ni Larbi Belkheir ne proposent leur démission, alors que leur responsabilité est très gravement engagée. Au siège du DRS, le jour-même de l'assassinat, et alors qu'aucune enquête n'a commencé, le général Nezzar, ministre de la défense et membre du HCE, organise une réunion restreinte dans laquelle il est le seul à prendre la parole. Témoin privilégié de la scène, le colonel Samraoui raconte : « Il nous expliqua qu'il nous avait réunis en premier, avant même les chefs de région, les commandants d'armes, et les directeurs centraux du ministre de la défense, car il souhaitait notre soutien pour poursuivre sa « mission », soulignant expressément que si nous n'étions pas derrière lui, il abandonnait sur le champ. Il prit soin de disculper le commandant Hamou (...) : « tout le monde le connaît, il n'y est pour rien, c'est un illuminé qui a fait ça ! » Et il affirma que Boudiaf avait eu... de la chance : « Il est mort en président », conclut-il. » (CAS, p 185)

Certaines déclarations de Lamari dans les jours suivants confirment les soupçons : « Smaïl Lamari se rend ensuite à Annaba pour déculpabiliser les équipes de la sécurité présidentielle qui s'étaient montrées incapables d'assurer la sécurité du président : « ne vous en faites, pas, c'était un acte isolé », déclare notamment le patron

du contre espionnage. Dans une allusion à Boumaârafi, il ajoute : « Ce n'est pas de votre faute, vous ne pouviez de toute façon rien faire devant ce fou et perdre un président est même arrivé aux américains. » (FCME p 291)

Une commission d'enquête de complaisance

Le 4 juillet une commission d'enquête nationale est installée en toute hâte par le HCE. Sa mise en place, son déroulement, et ses conclusions laissent peu de doute sur le fait qu'il s'agissait d'une commission d'enquête de complaisance. Elle fut marquée par de graves irrégularités qui s'ajoutent à celles déjà relevées. En voici une liste non exhaustive.

Les généraux Nezzar et Belkheir ont fait en sorte que cette commission ait pour rapporteur Kamel Rezag Bara un des agents les plus fidèles du DRS. Ce dernier a piloté l'enquête de la commission, en choisissant les éléments sur lesquels les commissionnaires devaient porter leur attention. Tout ce qui pouvait mener à la suspicion des généraux et chefs de services de renseignement a été ainsi délibérément écarté des discussions.

Les membres de la commission ont subi tout au long de leur travail de fortes pressions et intimidations. Alors qu'émergeait le souhait partagé d'incriminer des officiels de haut rang, en particulier Larbi Belkheir et Smaïl Lamari, seuls furent condamnés de simples membres du GIS présents ce jour-là à Annaba. Seul à refuser de signer le rapport final de la commission d'enquête, Youcef Fathallah, notaire et militant des droits de l'homme, sera assassiné dans son bureau à Alger le 18 juin 1994, alors qu'il était en train de rédiger sa version personnelle sur l'assassinat du président Boudiaf. L'homme avait déjà fait l'objet d'une tentative d'assassinat le 10 juillet 1992, pendant la période où les commissionnaires travaillaient au rapport.

Les conclusions énonçant que « le sous-lieutenant Boumaârafi a agi en raison de ces convictions religieuses, acquises à travers de nombreuses lectures et en particulier sous l'influence de l'action des mouvements islamistes à l'intérieur et à l'extérieur du pays, dont il soutient la revendication visant à la Dawla Islamiya, estimant qu'il n'a pas tué Mohamed Boudiaf en tant que personne mais en tant que chef de l'Etat. » sont réduites à néant par le colonel Samraoui qui le connaissait personnellement : « Je tiens à préciser que le sous-lieutenant Boumaârafi n'a jamais été été un sympathisant du FIS. Ce n'est ni un islamiste, ni un déséquilibré mental, ni un paumé ou un illuminé, il agi en service commandé, obéissant à des ordres précis de sa hiérarchie, sans que son chef direct, le commandant Hamou, soit informé de l'opération. (...) J'ai personnellement connu Boumaârafi (...) Je peux donc affirmer qu'il s'agit d'un officier compétent qui fut délibérément marginalisé pour le conditionner et en faire un tueur sans états d'âme. »(CAS p 256)

Le rapport de la commission d'enquête fait l'impasse sur toute une série de points troublants parmi lesquels on peut relever : la disparition des cassettes ayant filmé l'assassinat, l'absence d'autopsie pratiquée sur la dépouille du président, la présence de Boumaârafi au moment clé dans une zone dans laquelle il n'aurait jamais dû se trouver (le périmètre de sécurité mis en place par le SPP), le fait que le Mat Beretta dont ce dernier s'est débarrassé avant de prendre la fuite n'a jamais été retrouvé, la signature de son ordre de mission par le commandant Hamou la veille de l'assassinat alors ce dernier n'y était nullement habilité.

Conclusions de la commission d'enquête et premières condamnations

Les commissionnaires rendent leur rapport à la fin du mois de juillet. Celui-ci, comme le souligne le [résumé du MAOL](#), est extrêmement mesuré et laconique dans ses conclusions : « Le rapport en lui même était très maigre et ne présentait ni une enquête judiciaire, ni un avis d'experts (vu l'inaptitude de ses membres) sur le meurtre du président. Le seul objectif de cette commission était de designer officiellement les boucs-émissaires à qui les vrais coupables voulaient faire endosser le crime. » Dans leurs conclusions comme on l'a vu (voir supra), ils déclarent que Boumaârafi a agi seul, mû par des convictions islamistes. L'homme a incontestablement été aidé dans son dessein par les profonds dysfonctionnements du dispositif de sécurité : « Les lacunes, les négligences,

et le laissez-aller, remarqués à tous les niveaux des services qui ont programmé la visite, organisé son déroulement et assuré la sécurité du président, ont constitué, directement ou indirectement, les facteurs qui ont facilité objectivement l'exécution du crime. » Les noms des responsables objectifs de cette désorganisation, Belkheir, Médiène, et Lamari, n'apparaissent pas dans le rapport.

Dans la foulée, la responsabilité de juger cette affaire est confiée au tribunal civil d'Annaba. Les généraux tiennent à ce que l'affaire soit jugée par une juridiction civile pour détourner les soupçons. Ce tribunal n'en est pas moins aux ordres, complètement manipulé. Pour preuve, à la fin du mois d'août, à la fin d'une reconstitution de l'assassinat, à laquelle participent les membres du GIS présents ce jour-là, la quasi totalité de ces derniers sont mis aux arrêts. Saisis de stupeur, ceux-ci refusent d'abord de donner leurs armes et vont même jusqu'à les pointer sur les gendarmes. Ainsi le MAOL résume-t-il cet épisode : « Devant l'insistance des commandants Hadjeres et Hamou les éléments officiers et sous officiers qui les accompagnaient rendirent leurs armes aux gendarmes et se constituèrent prisonniers. Il furent conduits menottes aux mains vers le poste de gendarmerie ou ils passèrent plus d'une semaine. Les officiers furent places dans une même grande cellule avec rien d'autre que le slip sur le corps. Après l'altercation des membres de la DRS avec les gendarmes, ces derniers se vengèrent, surtout qu'ils avaient reçu le support du chef de la gendarmerie (le général Benabbes Gheziel) qui avait été écarté du sommet des décisions. » 23 d'entre eux (dont deux officiers et trois sous-officiers) sont inculpés d'assassinat. Ils seront tous très sévèrement torturés et condamnés à la peine capitale. A ces éliminations on doit ajouter celle de Kasdi Merbah le 2 novembre 1993 (en même temps que son fils Hakim et deux de ses gardes du corps), alors qu'il s'apprêtait à faire des révélations sur l'assassinat de son ami Mohamed Boudiaf.

Épilogue : l'énigme Boumaârafi

L'un des éléments les plus étonnants dans cette histoire sanglante et rocambolesque est assurément l'impunité dont jouit le sous-lieutenant Boumaârafi jusqu'à ce jour. Nous avons déjà souligné l'étrangeté de son comportement dans les minutes suivant l'assassinat, que dire alors de la mansuétude dont il a bénéficié de la part d'hommes qui n'était pourtant pas à un cadavre près. L'homme doit attendre trois ans avant de comparaître en jugement. Rivoire et Aggoun résument l'épisode ainsi : « Le 15 mai 1995, s'ouvre le procès du sous-lieutenant Boumaârafi. Dénonçant une « mise en scène », Fatiha Boudiaf, la veuve du président assassiné, refuse d'y participer. Quant à Maître Mustapha Bouchachi, l'avocat désigné par Boumaârafi, il n'a eu que 4 jours pour étudier les 1100 pages du dossier : « C'était impossible, raconte aujourd'hui Maître Ali Yahia ; il s'est désisté. Il m'a quand même raconté la chose suivante : Boudiaf avait été atteint par des balles dans le dos, mais aussi par une balle tirée de face. Or le juge d'instruction n'a obtenu ni balles, ni autopsie, ni rien du tout : l'énigme reste entière ». Le 3 juin 1995, la justice algérienne estime pourtant qu'il n'y a eu « ni complot ni commanditaire » et condamne à mort Boumaârafi, présenté comme l'unique assassin du président. Le président de la cour l'a alors interpellé en ces termes : « Avez-vous quelque chose à ajouter ou des remarques à faire... ? » Boumaârafi se lève : « Puis-je parler en toute liberté ? » Le juge l'arrête net et lui ordonne de se limiter aux remarques concernant le réquisitoire. L'accusé reprend la parole et annonce : « Je maintiens que j'ai des révélations à faire et que ce que j'ai à dire soit légalement pris en considération. Je peux maintenant citer des noms... » Le président de la cour ordonne à l'accusé de se taire et de reprendre sa place. Ce dernier revient alors à la charge et lance : « Vous commencez déjà d'avoir peur de ce que j'aurais à dire. De toutes manières je reconnais que vous avez, aussi bien vous, Monsieur le président, que le procureur général, mené à bien cette pièce de théâtre. »(FCMA p 292)

L'homme aurait-il été manipulé pour servir de fusible une fois le forfait accompli ? Etait-il prévu qu'il serve de couverture à d'autres assassins dissimulés dans la salle ? Est-ce pour cette raison qu'il se serait rendu à la police et non aux militaires, parce qu'il avait deviné que son élimination faisait partie du plan ? Certaines pièces du puzzle manquent encore pour faire toute la lumière sur cette affaire. Toujours est-il que l'homme est toujours en vie, emprisonné à perpétuité dans la prison de Blida. L'homme ne devrait la vie qu'à la crainte des généraux que

son élimination ne vienne confirmer la thèse d'un complot des généraux. Dans [une interview donnée à la chaîne al Jazeera en juillet 95](#), la veuve de Boudiaf déclare qu'elle ne croit pas à la culpabilité de Boumaârafi, et que les généraux sont certainement les instigateurs de l'assassinat de celui qu'il avaient eux-mêmes rappelé d'exil pour le placer à la tête du HCE.

L'assassinat du président Boudiaf, six mois après l'interruption du processus électoral, marque le point de départ des « années de sang » comme les nomme le colonel Samraoui, et de la « sale guerre », pour reprendre le titre de l'autobiographie du capitaine des forces spéciales Habib Souaïdia. Assassinats ciblés, purges au sein de l'armée, attentats terroristes sous fausse-bannière en foule (voir par exemple l'épisode très trouble du 26 août 1992, quand une bombe explose à l'aéroport Houari Boumédiène faisant 9 morts et 123 blessés). Cet engrenage dans l'horreur culminera en 1997 avec les massacres de masse opérés très probablement par des membres du DRS déguisés en terroristes, dans des quartiers ayant massivement voté pour le FIS en 1992 (voir par exemple celui de Bentalha la nuit du 22 septembre, au cours de laquelle furent sauvagement assassinés 417 civils, hommes femmes, enfants, vieillards).

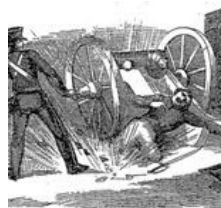
François Belliot, pour l'Observatoire des Mensonges d'Etat

[1] Selon une source privée rapportant les assertions d'un proche de l'entourage du président, « les médecins urgentistes d'Annaba et des environs reçurent l'ordre de fermer leurs cabinets et de cesser leurs activités 24 heures avant la visite de Boudiaf. C'était un ordre non écrit, motivé par des raisons d'ordre sécuritaires (menace terroriste). Il n'y avait en conséquence aucun paramédic pour donner les soins d'urgence à un président mourant dans l'ambulance puis dans l'avion qui le transportait ; et ceci pendant toute la durée du trajet d'Annaba vers l'hôpital militaire d'Aïn Naâdja, à Alger... à 600 kilomètres. N'est-il pas curieux que tout ait été sciemment planifié afin d'empêcher que Boudiaf ne soit acheminé d'urgence vers l'infrastructure spécialisée la plus proche ? »

Posted in [Mensonges d'Etat](#) | Tagged [Algeri-watch](#), [Algérie](#), [Boumaârafi](#), [généraux algériens](#), [Habib Souaïdia](#), [Mohamed Boudiaf](#), [Mohamed Samraoui](#), [terrorisme d'état](#) | [Leave a comment](#)

L'affaire Thornton, l'incident déclencheur de la guerre entre les Etats-Unis et le Mexique en avril 1846

Posted on [février 25, 2012](#) by [admin](#)



bibliographie

Cet article a été élaboré à partir du chapitre de [l'histoire populaire des Etats unis](#) de Howard Zinn consacré à cet épisode, [des pionniers au Texas 1850-1880](#), de Matthieu Verlet, de [l'Histoire du Mexique](#) de Brian R.Hamnett ; un ensemble d'articles wikipedia fait le tour de l'affaire dans tous ses tenants et aboutissants ([le traité de Hidalgo-Guadalupe](#), [la guerre américano-mexicaine](#), [thornton affair](#), [le siège de Fort Texas](#), [l'indépendance du Mexique](#)), et renvoient à des documents d'histoire cruciaux comme [le discours de Lincoln](#) au congrès des Etats-Unis, dans lequel ce dernier dénonce les mensonges du président James Knox Polk, à l'origine du mensonge d'état qui permet 2 ans plus tard, d'annexer 2 millions de kilomètres carrés de terres nouvelles.

Les faits, selon la version officielle de mai 1846



En Février 1846, le président des Etats-Unis James Knox Polk, ordonne au général Zachary Taylor de se rendre sur les rives du Rio Grande, frontière naturelle avec le Mexique, pour y établir un poste avancé. Ce dernier franchit le Rio Nueces avec 3000 hommes, et, atteignant les rives du Rio Grande fait édifier Fort Texas, juste en face de son équivalent mexicain de Matamoros, près de l'embouchure du Rio Grande. Le 26 avril, le général Taylor ordonne au colonel Thornton de partir en patrouille le long du fleuve afin de se rendre compte si l'armée mexicaine est en train de franchir le Rio Grande pour

pénétrer sur le territoire étasunien. La patrouille est prise en embuscade par 2000 cavaliers mexicains dirigés par le général Anastasio Torrejon, qui tuent 16 soldats étasuniens, et en font prisonniers 49 autres. Craignant une attaque imminente de l'armée mexicaine, le général Taylor laisse 500 hommes dans le fort avec de l'artillerie, et marche avec le gros de ses troupes vers Port Isabel, point de passage obligé du ravitaillement du Fort. De là, Taylor envoie un message alarmiste à Washington, et demande aux gouverneurs de Louisiane et du Texas de lui envoyer des renforts conséquents. Dans le même temps, l'armée mexicaine, jugeant la situation favorable, commence l'assaut du fort. Le général Taylor revient à temps avec le ravitaillement et renverse une situation compromise, lors de la bataille de Palo Alto. Quand le président Polk apprend la nouvelle, son sang ne fait qu'un tour. La destruction de la patrouille de Thornton constitue une lâche agression. Les Mexicains ont ostensiblement foulé aux pieds une frontière dont le tracé était pourtant bien établi. Bref, face à cet acte odieux et attentatoire au respect des traités, les Etats-Unis d'Amérique se doivent de déclarer la guerre au Mexique pour lui faire subir un douloureux châtement. Devant le congrès, le président Polk s'enflamme: *« Les limites du supportable étaient depuis longtemps dépassées avant même que nous ne recevions ces informations en provenance de la frontière d'El Norte. Mais à présent, après des menaces réitérées, le Mexique a franchi la frontière des Etats-Unis, envahi notre territoire et versé le sang américain sur le sol américain; La guerre ayant déjà commencé, malgré tous nos efforts pour l'éviter, par la faute du Mexique lui-même, nous devons par devoir et par patriotisme de faire valoir vigoureusement nos droits, notre honneur, et les intérêts du pays. »*

Les motifs réels du déclenchement de la guerre contre le Mexique

Cette interprétation simplifiée de l'événement ne résiste pas à un examen un peu approfondi.

1. *Il existait un lourd contentieux diplomatique entre le Mexique et les Etats Unis.* Après un soulèvement organisé par les Etats-Unis en 1835, le Texas était devenu une république indépendante, avant de devenir un nouvel état de l'Union en 1845. Le basculement de cette énorme province d'un camp dans l'autre entraîna de compréhensibles tensions avec le Mexique, état indépendant depuis 1821. Signe de cette tension, les deux états n'étaient pas d'accord sur le tracé de la « frontière ». Selon les Etats-Unis, c'était le Rio Grande, aujourd'hui frontière naturelle entre les deux pays, pour le Mexique c'était le Rio Nueces, 300 kilomètres plus au nord. Ce fleuve constituait pour les Mexicains la frontière de la province du « Tejas ». Par ailleurs le traité Adams Onis de 1821 entre les Etats-Unis et l'Espagne, qui permit aux premiers de récupérer l'état de Floride, stipulait que les Etats-Unis abandonnaient toute revendication du Texas. Ce traité avait été reconduit après l'indépendance du Mexique en 1821. La zone comprise entre le Rio Nueces et le Rio Grande était majoritairement peuplée de Mexicains et l'accord réel stipulait que la zone comprise entre les deux fleuves, et non l'un des deux fleuves, constituait la frontière. En recourant à une comparaison un peu outrée, c'est comme si l'Alsace-Lorraine constituant, dans un cas de figure imaginaire, une zone tampon démilitarisée entre la France et l'Allemagne, l'un des deux pays prenait soudain l'initiative de construire un Fort Texas, à Strasbourg pour la France, un Matamoros à Bar-le Duc pour l'Allemagne (et inversement). Précisons enfin (voir carte ci-dessus), que le choix du Rio Grande comme frontière permet aux Etats-Unis de s'étendre noine seulement vers le sud, mais aussi profondément vers l'ouest.
2. *De nombreuses déclarations d'officiels étasuniens, jusqu'à la présidence des Etats-Unis, affichaient clairement l'objectif d'étendre les frontières de l'Union à tout prix, vers le sud et vers l'ouest.* Le rôle du président Polk fut si prépondérant que la guerre mexicaine est également appelée la « guerre de Polk ». Le soir même de son investiture, Polk confie à son secrétaire à la marine que l'un de ses principaux objectifs est de conquérir la Californie, province rattachée au Mexique depuis l'indépendance de ce pays en 1821. Le *Union* de Washington, début 1845, avait expliqué l'annexion du Texas en ces termes: *« Que l'importante mesure de l'annexion du Texas s'accomplisse et qu'on règle avec lui les questions de la*

frontière et de la revendication des terres. Car qui peut arrêter le flot impressionnant qui se déverse toujours plus vers l'ouest? La route de la Californie nous sera ouverte. Qui pourrait, en effet, empêcher la marche de concitoyens vers l'ouest? » Plus loin, le même journal soutenait: « un régiment de volontaires parfaitement organisés pourrait envahir et se répandre au Mexique et finalement l'occuper. Il nous permettrait ainsi non seulement de prendre la Californie, mais également de la conserver. » Quelques temps après, à l'été 45, John O'Sullivan, rédacteur en chef de la *Democratic Review*, recourut à cette formule devenue célèbre: « C'est la « destinée manifeste » du peuple américain que de se répandre sur le continent que la Providence lui a assigné afin de permettre le libre développement de notre population qui croît annuellement de plusieurs millions d'individus. »

3. *La guerre avec le Mexique s'inscrit dans un contexte d'expansion territoriale continue depuis 50 ans.* Comme pour le cas de l'incident de Mukden, que nous avons traité dans l'article précédent, l'événement survient dans une séquence d'expansion territoriale galopante des Etats-Unis, dans laquelle il fait figure de péripétie si on le replace dans un contexte historique plus vaste. La carte suivante montre l'expansion continentale des Etats-Unis entre 1776 et 1947. Les 30 années qui précèdent la guerre du Mexique, les Etats-Unis s'augmentent de l'Indiana (1816), du Mississippi (1817), de l'Illinois (1818), de l'Alabama (1819), du Missouri (1821), du Maine (1829), du Michigan (1837), de la Floride (1842) enfin du Texas (1845). Les 20 années qui succèdent à la guerre du Mexique, les Etats-Unis s'augmentent de la Californie (1850), du Minnesot (1858), de l'Oregon (1859), du Kansas (1861), de l'Alaska (1867) Bref, au vu de la dynamique expansionniste des Etats-Unis à cette époque, il était probable que tôt ou tard un gouvernement étasunien s'emparât de n'importe quel casus belli pour disputer au Mexique une partie de son territoire.

3. *Certaines déclarations des premiers militaires étasuniens présents à Fort Texas montrent que beaucoup ne comprenaient pas ce qu'ils faisaient là.* Le colonel Hitchcock note dans son journal: « Dès le départ, j'ai dit que les Etats-Unis étaient l'agresseur. Nous n'avons pas le moindre droit de nous trouver ici. C'est comme si le gouvernement avait envoyé une troupe peu nombreuse dans l'intention de provoquer la guerre afin de s'offrir un prétexte pour s'emparer de la Californie et d'autant d'espace qu'il le voudra. En effet, quoiqu'il advienne de cette armée-ci, il ne fait aucun doute qu'il y aura une guerre entre les Etats-Unis et le Mexique. Cette affaire ne me plait pas mais en tant que soldat je suis obligé d'obéir aux ordres. »
4. *Le président Polk avait prévu dans tous les cas de déclencher une guerre contre le Mexique,* comme l'attestent certains documents: le 9 mai, alors que la nouvelle de l'anéantissement de la troupe du colonel Thornton ne lui est pas encore parvenu, il demande à son cabinet de rédiger une déclaration de guerre contre le Mexique en prétextant des contentieux financiers et le refus Mexique de recevoir le négociateur américain, John Slidell. Polk note dans son propre journal: « J'ai annoncé que, si nous n'avions pas encore entendu parler d'actes d'agression de la part des Mexicains, le danger n'en était pas moins imminent de voir de tels actes se produire. J'ai dit également que, selon moi, nous avons suffisamment de raison de faire cette guerre et qu'il était impossible de rester plus longtemps silencieux, tant le pays se montrait soucieux et impatient à ce sujet. »
5. *Le Mexique à l'époque était une proie vulnérable et donc très attrayante.* Indépendant depuis 1821, dans le sillage de l'effondrement de l'empire américain espagnol, consécutif aux guerres napoléoniennes, le Mexique est un jeune état qui peine à trouver son équilibre. Etranglé par une dette nationale colossale (malgré son statut de premier exportateur mondial d'argent), mal organisé administrativement, surtout dans les territoires du Nord et de l'Extrême Nord, mal organisé militairement, incapable de mettre au pas les tribus indiennes dans ces régions, le Mexique a toutes les peines du monde à garder le contrôle sur ces immenses territoires. Ces territoires du Nord sont d'ailleurs très peu peuplés (le Texas pour prendre l'exemple qui nous intéresse, à cette époque ne compte pas plus de 50000 habitants), et la densité de population (colons) y est de 0,6 habitant au kilomètre carré. Le Mexique est un pays à peine plus peuplé que les Etats-Unis (7 millions d'âmes environ des deux côtés). Par ailleurs, le flux de colons anglo-saxons dans la région était bien plus important que celui de colons mexicains.

Il ne fallait donc qu'une étincelle pour déclencher la guerre, et l'on voit bien que dans cette affaire, c'est le gouvernement des Etats-Unis, en l'occurrence l'administration de James Knox Polk, qui a mis l'essentiel de la poudre dans le baril, en installant un camp dans une zone frontière très contestée.

Résumé très sommaire de la guerre

Le 13 mai, la déclaration de guerre est votée à une écrasante majorité. Des manifestations et des rassemblements en faveur de la guerre s'observent à New York, Indianapolis, Baltimore, Philadelphie, et de nombreuses autres villes, et des milliers de jeunes se portent volontaires pour aller défendre Fort Texas sur les rives du Rio Grande.

Malgré des problèmes de recrutement qui se font vite sentir, l'armée étasunienne, favorisée par sa maîtrise supérieure dans le domaine de l'artillerie, remporte victoire sur victoire et défait l'armée mexicaine.

Le 14 septembre 1847 les troupes américaines hissent le drapeau américain sur le Palais National : la ville de Mexico est occupée.

Le 2 février 1848, la guerre prend fin avec la signature du traité de Guadalupe-Hidalgo par lequel le Mexique reconnaît le Rio Bravo comme sa frontière orientale avec le Texas et les Etats Unis d'Amérique. Le Mexique cède en outre plus de 40 % de son territoire aux États-Unis, soit près de 2 000 000 de km². Les États de Californie, Arizona, Nevada, Utah, la majeure partie du Colorado et le sud-ouest du Wyoming sont annexés et rattachés à l'Union.

Sur 104556 hommes engagés sur le terrain, les Etats-Unis en perdent 13768, ce qui constitue le plus fort taux de morts des guerres auxquelles ont participé les Etats-Unis. Ce fort taux explique peut-être que les Etats-Unis ne soient pas allés plus loin dans leurs revendications territoriales.

A la fin de la guerre, révélations et jugements critiques

Un mois avant la fin de la guerre, le président Polk est blâmé par un amendement de la chambre des représentants, déposé par le général Zachary Taylor, un des acteurs majeurs de la guerre pour « *une guerre inutile et inconstitutionnelle ordonnée par le président des États-Unis.* » Cette critique suivait un examen minutieux des débuts de la guerre et du détail des traités signés par le passé avec le Mexique depuis 1819. En cette occasion le futur président Abraham Lincoln, joua un rôle important. Voici [Le discours](#) qu'il prononça devant le Congrès en janvier 1848 *débunquant* en détail le *mensonge d'état* qui permit de déclencher l'invasion du Mexique ; nous en retranscrivons ici un très large extrait. L'homme ne manquait pas d'humour.

Extrait du discours prononcé par Abraham Lincoln le 12 janvier 1848 devant le Congrès des Etats-Unis

« Le président, dans sa première déclaration de mai 1846, déclare que ces terres (comprises en le Rio Nueces et le Rio Grande), sur lesquelles les Mexicains nous ont déclaré la guerre, étaient *les nôtres*; et il renouvelle cette déclaration, pratiquement dans les mêmes termes, dans tous ses discours depuis un an, nous montrant ainsi combien ce point est important pour lui. Quant à l'importance de ce point, je suis tout à fait d'accord avec le Président. A mon sens, c'est *le point* sur lequel il devrait être condamné ou absous. Dans sa déclaration de décembre 1846, l'idée lui semble être venue à l'esprit, ce que personne ne contestera, qu'un titre de propriété, liée au sol ou à quoique ce soit d'autre, n'est pas un fait simple tombé du ciel, mais un aboutissement découlant d'un ou plusieurs faits simples, et qu'il lui incombait de présenter les faits à partir desquels il concluait que le sol sur lequel la première goutte de sang avait été versée était *le nôtre*.

Pressé(...) il s'attelle à cette tâche; il présente une thèse, et expose son témoignage dans un développement (...). Je me propose à présent de montrer que tout cela, la thèse et les preuves avancées pour la prouver, constituent, de bout en bout, la plus fiéée des tromperies. (...)

Je vais procéder maintenant aux éléments de preuve avancées par le Président. Tous ces éléments visent à étayer les propositions suivantes:

- i. que le Rio Grande était la frontière occidentale de la Louisiane, telle qu'elle fut achetée à la France en 1803.
- ii. que la République du Texas a toujours considéré le Rio Grande comme étant sa frontière occidentale.
- iii. que, dans différents traités, elle l'avait affirmé par écrit.
- iv. que Santa Anna, dans son traité avec le Texas, reconnaissait le Rio Grande comme étant sa frontière.
- v. que le Texas *avant* son annexion, et les Etats Unis ensuite, avaient *exercé* leur juridiction au-delà de la Nueces, *entre* les deux rivières.
- vi. que le congrès *pensait* que la frontière du Texas était au-delà de la Nueces.

Examinons à présent chacune de ces propositions.

Premièrement il prétend que le Rio Grande constituait la frontière de la Louisiane, lorsque nous l'avons achetée à la France en 1803; apparemment conscient du caractère discutable de cette proposition, il s'échine sur une toute une page à en prouver la véracité, développement au terme duquel il nous fait savoir que, par le traité de 1919, nous avons vendu à l'Espagne la totalité du pays s'étendant entre le Rio Grande et la rivière Sabine à l'est. Maintenant, en admettant, pour le moment, que le Rio Grande fût la frontière de la Louisiane, quel rapport cela avait-il, au nom du Ciel, avec notre frontière *actuelle* avec le Mexique? Comment, monsieur le Président (*chairman*), une ligne qui sépare votre territoire du mien peut-il encore constituer la frontière entre nous après que je vous ai acheté votre terre ? Cela, Monsieur le Président, passe mon entendement. (...) L'outrage au droit commun, qui consiste à revendiquer pour nôtre ce que nous avons un jour vendu, simplement parcequ'il était à nous avant que nous le vendions, n'est égalé que par l'outrage au bon sens que constituerait toute tentative pour justifier cette revendication.

Le deuxième élément de preuve présenté par le Président est que „la République du Texas a toujours *clamé* que cette rivière (le Rio Grande), constituait sa frontière occidentale. Dans les faits cela n'est pas vrai. Le Texas l'a revendiqué, mais il ne l'a pas revendiqué *toujours*. Il existe au moins une exception notable. Sa Constitution d'Etat, le texte officiel le plus solennel et le plus réputé de cette République (...) ne prétend rien de tel. En admettant seulement que le Texas l'aurait toujours revendiqué, le Mexique quant à lui n'avait-il pas toujours prétendu le contraire? Ainsi la seule chose que nous pouvons dire, est qu'une revendication s'oppose à une autre revendication. Rien ne peut être considéré comme prouvé avant qu'on examine laquelle de ces deux revendications à le plus de *fondement*.

Quoique je ne respecte pas l'ordre dans lequel le Président met en avant cette pièce à conviction, je m'intéresse à présent à cette catégorie d'assertions qui avancent en substance rien de moins que le Texas, dans le cadre de différentes lois de sa Convention et de son Congrès, a déclaré que le Rio Grande constituait sa frontière... *sur le papier*. Je fais référence ici ce qu'il dit à propos de la fixation du Rio Grande comme sa frontière, dans sa vieille constitution (pas sa Constitution d'Etat). (...) Maintenant tout cela n'est rien qu'une revendication *indigente*; et ce que j'ai toujours dit à propos des revendications s'applique à merveille à ce cas. Si je revendiquais *oralement* votre terre, cela n'en ferait certainement pas la mienne; et si je me trouvais la revendiquer après une action entreprise par moi sans vous consulter, la revendication aurait à peu près la même valeur: insignifiante.

J'en viens maintenant à l'affirmation du président selon laquelle Santa Anna¹, dans son *traité* avec le Texas, a reconnu le Rio Grande comme la frontière occidentale du Texas. Nonobstant le point de vue si souvent avancé que Santa Ana, en tant que prisonnier de guerre (un captif), ne pouvait pas engager le Mexique par un traité, ce dont je conviens; nonobstant ce point de vue, je voudrais dire quelque chose à propos de ce *traité* avec Santa Anna, comme l'appelle le Président. Si certains s'amuse à jeter un coup oeil à cette *petite* chose que le Président nomme avec un si *grand* nom, je les invite à ouvrir le Niles' Register², volume 50, page 336. Et s'il s'en trouve pour hasarder que le Niles' Register est un curieux endroit pour recueillir un document d'une aussi grande portée, un traité solennel entre des nations, je peux seulement dire que j'ai appris, à un degré tout à fait correct de certitude, enquête du Département d'Etat à l'appui, que le Président lui-même ne l'a jamais vu nulle part. En

conséquence, je ne crois pas que j'errerais en déclarant que pendant les 10 premières années d'existence de ce document, il n'a jamais été qualifié par quiconque de traité. Qu'il n'ait jamais été appelé ainsi avant que le Président, réduit qu'il était à cette extrémité, ne tente, en le nommant ainsi, de le tordre pour les besoins de sa justification de la guerre du Mexique... Cette chose ne présente aucun des traits caractéristiques du traité. Elle ne s'appelle pas elle-même un traité. En cela Santa Anna ne peut engager le Mexique; il s'exprime seulement comme Président, commandant en chef de l'armée mexicaine et de sa flotte; il stipule que les hostilités actuelles doivent cesser et qu'il ne prendrait pas *lui-même* les armes, ni n'inciterait le peuple mexicain à prendre les armes, tout le temps que durerait la guerre d'indépendance. Il n'a pas reconnu l'indépendance du Texas. Ce n'est pas lui qui a décidé de mettre fin à la guerre, il a indiqué au contraire qu'il souhaitait qu'elle se poursuivît; il n'a jamais dit un mot sur la frontière, et n'y a probablement jamais pensé. Il est stipulé dans ce document que les forces mexicaines doivent évacuer le Texas, *en passant de l'autre côté du Rio Grande*; et dans un autre article il est stipulé que pour prévenir des confrontations entre les deux armées, l'armée texane ne devait pas approcher de la frontière *de plus de 5 lieues*... de ce qui n'est pas dit, mais clairement, au vu du contexte, c'est du Rio Grande dont il est question. Demeure ce fait : s'il s'agit d'un traité reconnaissant le Rio Grande comme la frontière du Texas, il contient cette clause singulière qui stipule que le Texas ne doit pas s'aventurer à plus de cinq lieues de sa propre frontière.

Vient ensuite l'argument selon lequel le Texas avant son annexion, et les Etats-Unis par la suite, *exerceraient* leur juridiction *au-delà* du Nueces, et *entre* les deux rivières. L'actuel *exercice* de juridiction est exactement le genre de preuve qui nous semble décisif. Cet exercice s'étend très loin (au-delà de la Nueces)? Très bien. Mais s'étend-il si loin que cela? Il nous dit qu'il allait *au-delà* de la Nueces, mais il ne nous dit pas qu'il allait *jusqu'au* Rio Grande. Il nous dit que la juridiction était exercée entre les deux frontières, mais il ne nous dit pas que la juridiction était effective sur *tout* le territoire. (...) Cette juridiction peut s'étendre *entre* les deux rivières. Je connais un homme, pas très différent de moi, qui exerce la juridiction sur un terrain s'étendant entre la Wasbah et le Mississipi, et pourtant, cela est si loin de constituer *tout* l'espace entre les deux cours d'eau, que cela est guère qu'un lopin de 158 pieds de longueur, et de 50 de largeur et rien dans ce terrain n'est à moins de 100 milles de l'un des deux cours d'eau. Il a un voisin entre lui et le Mississipi c'est à dire juste de l'autre côté de la rue, dans cette direction, qu'il ne pourra jamais, j'en suis certain, convaincre ou persuader de quitter son habitation. Il pourrait certes l'annexer, si cela devait être fait, simplement en se postant de son côté de la rue et en le *revendiquant*, ou alors en s'asseyant et en rédigeant un acte de propriété.

Mais ensuite, le Président nous dit que le Congrès des Etats-Unis *comprendait* que l'état du Texas qu'ils avaient accepté dans l'Union s'étendît au-delà de la Nueces. Et bien, je suppose que c'est ce qu'ils ont fait, ce que je comprends, mais *à quel point* au-delà? Que le Congrès de la République du Texas n'entendît *pas* s'étendre jusqu'au Rio Grande, cela est à peu près certain si l'on considère les résolutions qu'ils ont prises au moment de leur admission dans l'Union de remiser expressément la question de la frontière à des temps ultérieurs.... Et, devrait-on ajouter, il est avéré que le Texas lui-même était sur la même longueur d'onde que notre Congrès, si l'on constate que la nouvelle constitution du Texas s'accorde en tous points à ces résolutions.

J'ai parcouru à présent toutes les preuves avancées par le Président, et c'est un fait singulier que si quiconque devait déclarer que le Président envoyait l'armée au beau milieu d'un établissement de Mexicains, qui ne s'étaient jamais soumis, de gré, ou de force, à l'autorité de la République du Texas ou des Etats Unis, qu'en cet endroit, de ce fait, la première goutte de sang de la guerre avait été versée, il n'y a pas un seul mot dans ce qu'a dit le Président susceptible d'appuyer ou de démentir une telle déclaration. C'est dans cette étrange omission que consiste la tromperie des preuves avancées par le Président, une omission qui, me semble-t-il, n'aurait pu être faite à moins qu'elle résultât d'un dessein.(...)

Quelque temps après que mes collègues eurent présenté les résolutions que j'ai mentionnées, j'ai présenté un préambule, une résolution, des interrogatoires ; j'avais l'intention d'emmener le Président, si possible, sur ce terrain peu fréquenté. Pour démontrer leur pertinence, je propose d'exposer la façon dont je comprends la vraie règle permettant de déterminer le tracé de la frontière avec le Mexique: Dans tous les endroits où le Texas exerçait sa juridiction, le territoire était le sein, dans tous les endroits où le Mexique exerçait sa juridiction, le territoire était le sein; quelque soit la nature de ce qui séparait ces deux zones influence, correspond à la véritable frontière. Si, comme c'est probablement vrai, le Texas exerçait la juridiction le long de la

rive ouest de la Nueces, et le Mexique l'exerçait le long de la rive est du Rio Grande, alors la frontière n'était pas constituée par l'une ou l'autre rivière, mais par l'espace s'étendant entre les deux ».

Epilogue

Dans les années 1880, le général Grant, qui avait participé à cette guerre en tant que lieutenant, déclara que la guerre contre le Mexique avait été une guerre diabolique, qui devait fatalement attirer le courroux de Dieu sur les Etats Unis. La guerre de sécession fut selon lui cette punition: « *La rébellion du Sud fut l'avatar de la guerre avec le Mexique. Nations et individus sont punis de leurs transgressions. Nous reçûmes notre châtimeut sous la forme de la plus sanguinaire et coûteuse guerre des temps modernes* ³»

L'opinion d'Abraham Lincoln et d'Ulysses Grant, deux futurs présidents des Etats-Unis n'était évidemment pas celle de la majorité des Etasuniens. Pour beaucoup, cette guerre rapide et très fructueuse exacerba le patriotisme, ouvrit d'immenses territoires à la colonisation, et assit la certitude que les Etats-Unis d'Amérique étaient portés par une *destinée manifeste*.

¹Santa Anna (1794/1876) : Personnage central de l'histoire du Mexique, l'homme a été élu 11 fois président. Il avait été fait prisonnier lors de la bataille de San Jacinto en avril 1836.

²Le [Niles Register](#) est un journal hebdomadaire fondé à Baltimore par Hezekiah Niles en 1811. Curieusement Lincoln donne dans ce discours à ce journal un nom qu'il n'a jamais été le sien.

³Les promoteurs de la guerre avec le Mexique furent pour l'essentiel des états sudistes qui pratiquaient l'esclavage à grande échelle, notamment pour la culture du coton, très gourmande en main d'oeuvre.

Posted in [Mensonges d'etat](#) | [Leave a comment](#)

L'Incident de Mukden

Posted on [janvier 26, 2012](#) by [admin](#)

Bibliographie

Cet article a été rédigé à partir des ouvrages suivants : [Chronologie du Japon au XXème siècle, histoire des faits économiques et sociaux](#), Rémi Pérès, les Chronos, 2001 ; [Hirohito, l'empereur ambigu](#), Edward Behr, Robert Laffont, 1987 ; [Histoire du Japon et des japonais](#), Edwin O. Reischauer, Seuil pour la traduction française ; [Le Japon au XXème siècle](#), Jacques Gravereau, Seuil 1993 ; [Japanese imperialism 1895/1945](#), W. G. Beasley, Clarendon press, 1987 ; [Japan 1868/1945](#), John Benson & Takao Matsamura, Pearson Education, 2001.

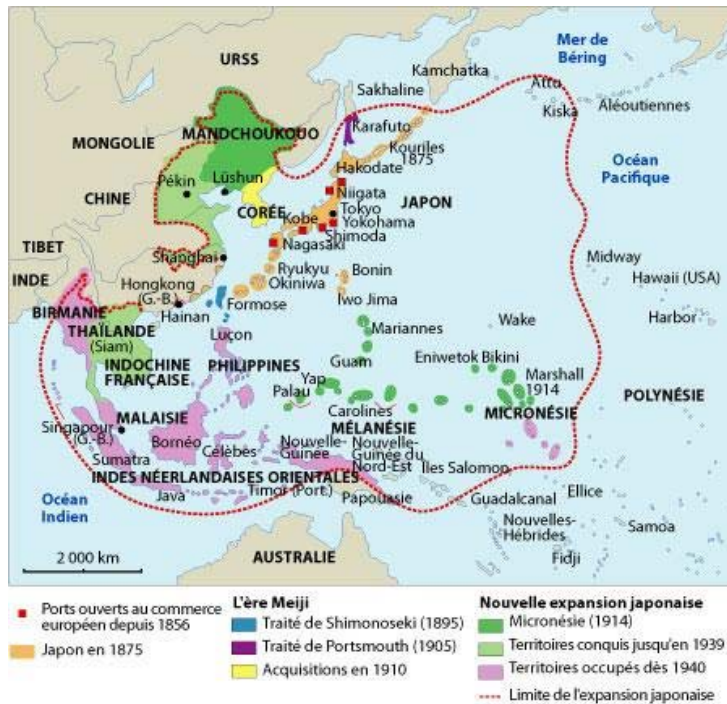
Contexte historique

Au moment où survient l'incident de Mukden, le 18 septembre 1931, cela fait déjà plusieurs décennies que le Japon, seul état d'extrême orient a s'être constitué en état moderne, s'inscrit dans une dynamique clairement expansionniste. Supérieur sur le plan institutionnel, économique, industriel, et militaire, le Japon à cette époque est de très loin la plus grande puissance de la région. Prenant modèle sur des puissances mondiales comme la France, la Grande-Bretagne, et l'Allemagne, le Japon veut, pour la première fois de sa longue histoire, se constituer un empire colonial dans lequel il pourra imposer son « ordre nouveau ». A partir de la fin du XIXème siècle, une succession de guerres lui permettent d'accroître considérablement son territoire, amorçant une dynamique qui ne sera rompue qu'à partir de 1942, et les premiers revers contre les Etats-Unis entrés en guerre après l'attaque de Pearl Harbor.

L'histoire et la géographie de l'Extrême-Orient n'étant guère connues des lecteurs français, nous vous proposons sous la forme d'une liste de dates les principales conquêtes du Japon dans la région de 1895 à 1931. Pour bien en

visualiser la progression, nous vous invitons par ailleurs à vous reporter pour chaque date de la liste à la carte suivante :

Carte de l'expansionnisme japonais en Asie de 1895 à la Seconde Guerre Mondiale



1876 le Japon contraint la Corée à signer un traité et à lui ouvrir ses ports (coup de force identique à celui des Etatsuniens pour accéder aux ports japonais en 1854), initiative ambitieuse puisque la Chine a toujours considéré cet état comme un vassal.

1894/1895 : une révolte éclate en Corée ; Japon et Chine envoient en même temps des troupes. En découle la première guerre sino-japonaise. Les Japonais détruisent la flotte chinoise, et déferlent sur la Corée et la Mandchourie. Par le traité de Shimonoseki signé en avril 1895, La Chine cède Formose (future Taïwan), les îles Pescadores, les îles Ryukyu, les îles Kouriles et la presqu'île de Liaodong du sud de la Mandchourie. La Chine reconnaît l'indépendance de la Corée. La Russie, la France, et l'Allemagne contraignent cependant le Japon à restituer Liaodong à la Chine. Trois ans plus tard, les Russes, présents dans la région depuis les années 1860 et les guerres de l'opium, s'emparent de la péninsule de Liaodong sur laquelle ils construisent la base navale de Port-Arthur.

1902 l'alliance anglo-japonaise conclue cette année-là est le premier pacte militaire négocié sur un pied d'égalité entre un pays occidental et un pays non occidental.

de janvier 1904 à mai 1905 : guerre victorieuse du Japon contre la Russie. Par le traité de Portsmouth signé en septembre 1905, la Russie cède la moitié sud des îles Sakhaline, la péninsule de Liaodong comprenant Port Arthur et Dalian, le contrôle du réseau ferré russe de la Mandchourie méridionale. Le traité implique un accès aux ressources stratégiques dans la région. Les deux parties acceptent cependant de retirer leurs troupes de la région (à l'exception de gardes japonais armés pour la protection du réseau ferré).

17 novembre 1905 : la Corée devient un protectorat japonais

30 juillet 1907 : accord entre le Japon et la Russie dont une clause secrète prévoit un partage de la Mandchourie en deux zones d'influence.

Août 1914 : en tant qu'allié de la Grande-Bretagne, le Japon déclare la guerre à l'Allemagne, ce qui lui permet de récupérer à peu de frais les possessions de cette dernière en Extrême Orient : l'archipel des Mariannes, les îles Marshall, les îles Carolines, et les établissements allemands dans la province du Shandong, en face de Port-Arthur.

Janvier 1915 : le Japon présente à la Chine les « 21 demandes ». Inacceptables et infamantes, celles-ci tendent à faire de la Chine un protectorat du Japon. La Chine défère aux plus importantes des demandes, mais est contrainte d'octroyer de considérables privilèges économiques en Mandchourie, au Shandong, et dans la province côtière de Fou-Kien située en face de Formose.

1919 : le traité de Versailles, que signe le Japon dans le camp des vainqueurs confirme les acquisitions des territoires allemands acquis par les Japonais. La Chine refuse de signer le traité.

Il est évident, au vu de cette rapide énumération d'événements, que, tôt ou tard, les Japonais allaient décider de pousser encore plus loin leur avantage en Mandchourie, jusqu'à s'assurer la main mise totale sur ce vaste territoire.

Si l'on se place sur une échelle de temps plus courte, une série de facteurs congruents explique que le Japon ait entrepris l'invasion de la Mandchourie précisément en 1931.

1) Depuis 1927, la guerre est ouverte en Chine entre la frange nationaliste du Kuomintang, dirigée par Tchang Kaï Tchek, et le Parti Communiste Chinois (PCC). En 1930, a lieu la meurtrière *bataille des plaines centrales*, qui contraint Tchang Kaï Tchek à appeler en renfort des troupes de Mandchourie, et ainsi à dégarnir la frontière avec les possessions japonaises sur le continent.

2) L'année 1931 coïncide avec le plus haut de la crise économique au Japon. L'augmentation des dépenses militaires permettrait de relancer l'économie, la conquête de nouveaux territoires donnerait l'accès à de nouvelles matières premières, et donnerait des débouchés aux hommes d'affaires et industriels japonais. S'emparer d'une partie du territoire chinois est cohérent avec le désir de s'affranchir du boycott massif des produits japonais imposé par le gouvernement du Kuomintang dans la foulée de l'épisode infamant pour la Chine des 21 demandes.

3) La crise économique fait rage chez toutes les autres grandes puissances qui ont des concessions et des colonies dans la région (France, Etats-Unis, Angleterre), lesquelles sont momentanément moins à même de s'investir dans ce plus lointain de leurs théâtres d'influence. Le Japon en cas d'invasion est certain d'avoir les coudées franches plus franches qu'il ne les a jamais eues.

4) La Mandchourie est le berceau de la dernière dynastie d'empereurs, renversée par le Kuomintang en 1912 (date de proclamation de la république de Chine) Cette dynastie a régné pendant 250 ans, et les Japonais sont certains de pouvoir trouver dans cette vaste région une « cinquième colonne » toute prête à collaborer avec eux contre le gouvernement du Kuomintang une fois la Mandchourie envahie.

5) Jusqu'en 1928, la Mandchourie est gouvernée par le seigneur de la guerre Zhang Zuolin, en conflit ouvert avec le Kuomintang de Chang Kaï Tchek. Inféodé aux Japonais, il est cependant considéré comme incompetent et pas assez coopératif par les militaires qui prennent l'initiative de l'assassiner en faisant sauter le train qui le transporte. Les effets de l'opération ne sont pas ceux escomptés : son fils Zhang Zuoliang, qui le remplace aussitôt, prête allégeance au Kuomintang et commence à participer à la propagande antijaponaise et à battre en brèche le monopole économique japonais dans la région.

6) Le contrôle du réseau ferré de la partie méridionale de la Mandchourie, protégé par des gardes armés japonais,

et géré par l'énorme et tentaculaire consortium Mantetsu, fournit une tête de pont idéale en vue d'une invasion, d'autant que les Japonais peuvent compter dans cette région sur *l'armée du Kuantang*, forte de 11000 hommes.

7) L'armée au Japon, étant subordonnée à l'empereur, jouit de fait d'une quasi autonomie par rapport aux parlementaires pour lesquels beaucoup d'officiers à l'idéologie impérialiste n'ont que mépris, comme en témoignent les tentatives de coup d'état de 1832 et 1836, au cours desquelles des hommes de politiques de premier plan sont froidement assassinés.

C'est dans ce contexte particulier que se produit l'incident de Mukden, qui va servir de casus belli au Japon pour déclencher l'invasion de la Mandchourie, prélude à l'invasion de la Chine quelques années plus tard.

Quelques mots sur la ville, enfin, puisque Mukden n'est pas une ville anodine. C'est le berceau de la dernière dynastie d'empereurs de Chine, éteinte en 1912 après proclamation de la République. Un palais impérial y est bâti. La ville dispose d'un aéroport, et se trouve sur long du réseau ferré de Mandchourie, protégé par des gardes japonais. En 1905, la ville avait déjà été le théâtre d'une féroce bataille au terme de laquelle les Japonais avaient pu y étendre leur influence. En 1928, c'est non loin de la ville que l'armée du Kuomintang avait fait exploser le train dans lequel se trouvait le seigneur de la guerre Tchang Tso lin.

Les faits selon la version officielle

Le 18 septembre 1931, à 22h20, un groupe de terroristes chinois fait exploser la voie de chemin de fer près de la ville de Mukden (nom actuel : Shenyang). Le choix de l'endroit où les terroristes placent leur bombe, Liutiao, autrement dit le « Pont de Liao », ou la « Tranchée de Liao », selon les traductions, démontre la volonté des terroristes de mener des opérations de sabotage dans des lieux stratégiques. Des gardes japonais du réseau ferré de Mandchourie, présents non loin et alertés par l'explosion, se précipitent vers son origine. La garnison chinoise de Baideyang se trouvant à seulement 800 mètres du site, l'identité du coupable ne semble faire aucun doute et les Japonais cernent et attaquent la garnison.

Le lendemain de l'attentat, des journalistes japonais des grands médias sont invités à se rendre sur les lieux. Ils y découvrent un rail défoncé et deux cadavres de terroristes chinois. L'événement fait la Une des journaux et suscite sur l'archipel l'indignation la plus vive.



La conquête éclair de la Manchourie

La conquête de la Mandchourie mérite l'épithète de « foudroyante ». Aussitôt « l'incident » communiqué, les troupes japonaises dispersées à travers la Mandchourie méridionale entrent en action et attaquent les garnisons chinoises. La garnison chinoise basée près de la ville de Mukden, et forte de 7000 hommes, est attaquée par des troupes japonaises 10 fois inférieures en nombre. Par chance, Zhang Zuoliang, se trouvait loin au sud de la Grande Muraille avec le gros de ses troupes, occupé à guerroyer contre les communistes ; il avait donné des consignes, de ne pas opposer de résistance en cas d'attaque, pour sauvegarder l'essentiel de ses troupes et de son matériel. Le combat, rapide, fait 500 morts du côté chinois. Les Japonais n'ont à déplorer que deux tués. Les forces nippones s'emparent de Changchun au nord de Mukden le 19 septembre, puis de Kirin le 21. Dès le 19, l'aviation japonaise basée en Corée entre en action et harcèle les troupes chinoises. Le 22 l'empereur Hiro Hito

ordonne au général Hayashi dirigeant l'armée de Corée de franchir la frontière pour opérer la jonction avec l'armée du Kuantang, et fait décoller ses avions pour pilonner les troupes chinoises. Les principales villes de Mandchourie sont conquises les unes après les autres et en février 1932, la région est entièrement sous contrôle des forces japonaises.

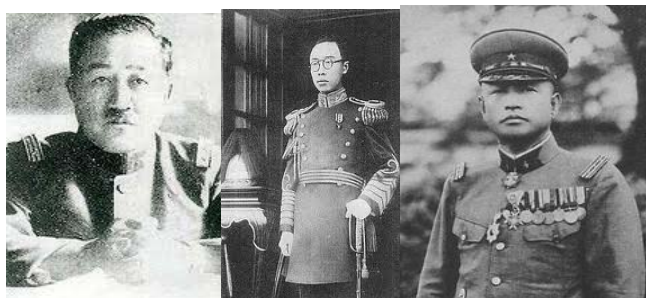
Mise en place d'une commission d'enquête et incohérences de la version officielle

L'événement suscite évidemment l'indignation de la communauté internationale, en particulier les Grandes Puissances qui commencent à voir d'un très mauvais oeil les velléités expansionnistes du Japon. Membre de la Société Des Nations depuis 1920, le Japon doit se conformer aux règles de la charte qu'il a signée, et accepte la mise en place d'une commission d'enquête internationale dirigée par le Comte de Lytton. Les Etats Unis, seule grande Puissance que les Japonais redoutent encore vraiment, pèsent de tout leur poids pour contraindre le Japon à ouvrir la Mandchourie aux enquêteurs. La commission Lytton rend ses conclusions le 2 octobre 1932. Elles sont acablantes pour le Japon et soulignent deux faits. Un, loin d'être un état indépendant, le Mandchoukouo est en train de devenir une colonie japonaise, comme la Corée. Les commissionnaires relèvent les méthodes brutales des envahisseurs : « Dès le printemps 1932, par exemple, 25000 familles sont évacuées pour céder leur place à des fermiers japonais. Parqués dans d'inhumains camps de concentration, la plupart seront fusillés, femmes et enfants compris. Nombre de commerçants chinois sont rackettés, enlevés, torturés, dépouillés. L'usage de la drogue, qui est prévu pour miner systématiquement la population sur une vaste échelle, est très officiellement encouragé par l'institution d'un Bureau du monopole de l'opium. » (Gravereau, p 62) Deux : l'incident de Mukden a été fomenté par l'armée japonaise pour fournir un prétexte à l'invasion de la Mandchourie. Parmi diverses invraisemblances dans la version présentée par le gouvernement japonais, il est incompréhensible qu'un train ait pu passer sans encombre l'endroit de la voie atteint par l'explosion seulement dix minutes après que celle-ci ne survienne. L'argument du gouvernement japonais selon lequel son armée aurait agi de son propre chef et en état de légitime défense, ne tient pas. Les Japonais en conséquence n'ont aucune légitimité à occuper la Mandchourie, et doivent retirer leurs troupes.

Révélations ultérieures

Les dessous de l'affaire sont aujourd'hui beaucoup mieux connus qu'à l'époque, et le scénario de l'incident de Mukden, regardé de façon quasi unanime par les historiens comme un attentat fomenté de A à Z par des officers de l'armée du Kuantang, a pu être reconstitué dans ses grandes lignes.

Des rumeurs d'intervention armée des troupes japonaises circulaient les semaines précédant l'attentat. « le 4 août, le général Minami, nouveau ministre de la guerre, donnant ses instructions à des commandants de division après un exercice d'état major au Japon, les avertit du fait que la situation était « grave » en Mandchourie et en Mongolie. Ce n'était pas une « phase transitoire », dit-il ; c'était dû à un « déclin du prestige japonais » et à la « manie chinoise de vouloir récupérer ses privilèges ». (Behr, p 129). Trois officiers de l'armée du Kuantang ont joué un rôle clé dans la mise en scène du 18 septembre, « Ishawara en qualité de théoricien et « cerveau », Itagaki de coordinateur de l'état major et Doihara d'officier de liaison avec les Mandchous » (Behr, p 125). Comme l'ont prétendu les autorités japonaises, Ceux-ci semblent avoir agi de leur propre chef. Néanmoins, le commandant en chef de l'armée du Kuantang a accepté d'endosser la responsabilité du coup de force, alors qu'il n'était pas à Mukden la nuit du 18 septembre.



L'officier de liaison Doihara - Le coordinateur de l'état major Itagaki - Le colonel Ishawara

Pour atteindre leurs objectifs, les japonais doivent à tout prix détruire deux cibles majeures à Mukden : la gendarmerie chinoise et l'aérodrome d'où pourrait s'envoler la minuscule force aérienne de Zhang Liueh. Plusieurs mois avant les événements des membres du génie de l'armée installent secrètement dans la piscine du club des dirigeants japonais de Mukden des pièces d'artillerie qui seront décisives au moment de l'offensive.

Le but n'était pas de détruire la voie ferrée, mais de créer le maximum de bruit, et le minimum de dégâts. Ce qui explique pourquoi des militaires chinois ont accouru, et pourquoi un train a pu emprunter la voie ferrée 10 minutes après sans dérailler. Le lieu de l'incident, Liutiao, « le lac de Tiao » a été volontairement mal traduit par les Japonais qui voulaient donner l'illusion d'un lieu très stratégique. Le lieu de la voie ferrée choisi pour l'attentat de fait n'est ni un pont ni une tranchée, mais une plaine.

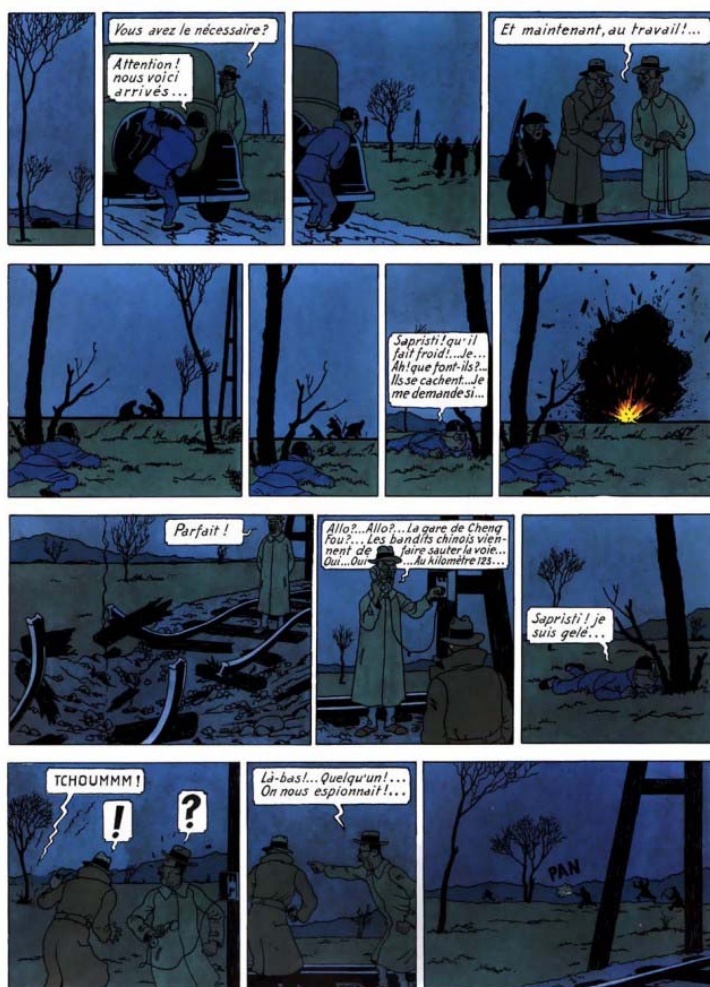
Les jours précédant l'événement, l'entourage de l'empereur a vent d'une possible intervention de l'armée du Kuantang et dépêche un émissaire auprès du général Honjo pour appeler les officiers commandant les troupes japonaises stationnées en Mandchourie à la retenue. Le général Tatekawa est retenu pour cette tâche. Choix pour le moins curieux, puisque l'homme est connu pour être un ardent défenseur d'une intervention militaire en Mandchourie. Ce dernier, selon toutes apparences, fait en sorte de n'arriver à Mukden que le lendemain de l'attentat.

Vu les troubles diplomatiques engendrés par l'opération, on aurait pu s'attendre à ce que les trois maîtres d'oeuvre de l'incident, et les généraux Honjo et Takekawa, soient gravement sanctionnés. « Bien au contraire, Hirohito (l'empereur), donna à Hanjo la plus grande preuve de son estime en 1933 en faisant de lui son premier aide de camp (et, partant, l'un des officiers les plus puissants de l'armée impériale). Le colonel Itigaki fut promu au rang de général et de ministre de la guerre en 1939. Quelque temps après « l'incident de Mukden », le commandant des troupes nippones en Corée, le général Hayashi (qui avait spontanément volé au secours des ses collègues, ndlr), devint d'abord ministre de la guerre, puis, brièvement, Premier Ministre. Doihara s'éleva lui aussi très haut dans la hiérarchie militaire, devenant commandant de l'armée de l'air et un des généraux les plus fameux du Japon. » (Behr p 134)

La conclusion de ces révélations et coïncidences ne laisse guère de place au doute : « Cette conspiration fut montée sur une échelle si colossale, mobilisant de telles ressources, avec des opérations qui devaient être calculées à la seconde près, qu'il est impossible qu'elle ait eu lieu sans le consentement tacite et surtout sans le soutien actif de la majeure partie de l'état major général de l'armée nippone. » (Behr p 125) Et si le gouvernement n'était pas au courant, il était probable que l'empereur Hirohito et son état-major le fussent : « il est très improbable, quand on sait à quel point Hirohito prenait ses devoirs au sérieux et combien il était curieux de tout ce qui concernait les affaires militaires, qu'il soit resté dans l'ignorance totale. Il eut certainement connaissance des préparatifs, puisqu'il finit par prendre quelques mesures, au demeurant très molles, pour mettre l'armée du Kuangtang en garde contre une action précipitée. » (id)

Suites de l'invasion de la Mandchourie

Refusant d'admettre les conclusions accablantes du rapport Lytton, ratifié par tous les états membres, le Japon décide de se retirer de la Société des Nations le 27 mars 1933. L'épisode est plaisamment (avec quelques approximations) raconté par Hergé dans le Lotus Bleu :





Le Japon a déjà reconnu l'indépendance de la Mandchourie, en créant l'état « indépendant » du Mandchoukouo le 18 février 1932, à la tête duquel sera installé deux ans plus tard, le 29 décembre 1934, le dernier empereur de Chine Henry Pu Yi, évincé du pouvoir avec le renversement de la dynastie mandchoue et de la proclamation de la République en Chine par Sun Yat Sen en 1912. De nombreux pays, parmi lesquels les Etats-Unis refusent de reconnaître ce nouvel état. Les années qui suivent, poursuivant son élan impérialiste, le Japon étend progressivement son emprise sur la Mandchourie, s'accaparant les ressources pétrolières, prenant le contrôle des mines, et accaparant presque tout le commerce du protectorat. En août 1937, le Japon franchit un pas supplémentaire en se lançant dans l'invasion de la Chine, l'épisode étant regardé par de nombreux historiens comme le premier événement de la Seconde Guerre Mondiale. Puis, quand les Grandes Puissances sont écrasées par l'Allemagne en 1940, les Japonais s'emparent de leurs possessions coloniales, notamment l'Indochine française et l'Indonésie hollandaise.

Bref, si on le met dans la balance avec toutes les conquêtes qui le précèdent depuis 1895, et toutes celles qui le suivent jusqu'en 1941, l'incident de Mukden, ferait figure de péripétie anecdotique s'il n'était pas l'événement qui précipite le Japon sans retour sur la voie de l'expansion impérialiste à outrance.

L'incident de Mukden, est un souvenir particulièrement douloureux dans la conscience collective chinoise. La lâche façon avec laquelle l'armée de Zhiang a reculé face à des troupes pourtant largement inférieures en nombre, est encore aujourd'hui un sujet de honte profonde, sans même évoquer les inacceptables 21 demandes envoyées par le Japon en 1915, ou l'invasion de la Chine en 1937. Pour cette raison, le 18 septembre est fêté

chaque année en Chine comme le [« jour de l'humiliation nationale »](#).



Ces deux photographies montrent le monument érigé en mémoire de l'événement dans la ville de Mukden (nom actuel : Shenyang), et un aperçu de la cérémonie militaire qui s'y déroule tous les ans.

François Belliot, pour l'Observatoire Du Terrorisme d'Etat

Posted in [Mensonges d'etat](#) | Tagged [Japon](#) | [Leave a comment](#)

Observatoire des Mensonges d'Etat

Proudly powered by [WordPress](#).